

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**CONSERVATOIRE  
NATIONAL SUPÉRIEUR  
DE MUSIQUE ET  
DE DANSE DE PARIS**



### C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

#### MAITRE D'ŒUVRE IPH INGENIERIE

##### Pôle Réhabilitation


Avenue Abel Bardin & Charles Benoît  
02100 ROUVROY  
Tél : 03.23.68.68.07  
Courriel : batiment@iph-bet.fr

#### MAITRE D'OUVRAGE

Conservatoire National Supérieur de  
Musique et de Danse de Paris


209, avenue Jean Jaurès  
75019 PARIS

DOSSIER N°	IND.	DATES	MODIFICATIONS / ÉTAPES	RÉDACTEURS	RÉFÉRENTS
12291	A	26/05/2025	Première diffusion	V. CAMUS	F. GILLOT


12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 2 sur 49

## SOMMAIRE


1	PRESENTATION GENERALE .....	6
1.1	OBJET DU CAHIER DES CHARGES .....	6
1.2	DEFINITION DE L'OPERATION .....	6
1.2.1	Présentation générale du site .....	6
1.2.2	Objectif du client .....	7
1.2.3	Contraintes liées aux abords de l'établissement .....	7
1.2.4	Contraintes liées au fonctionnement de l'établissement .....	8
1.3	CONNAISSANCE MARCHÉ .....	8
1.3.1	Étendue des travaux .....	8
1.3.2	Construction du CCTP - allotissement .....	8
1.3.3	Limites techniques .....	8
1.3.4	Pénalités .....	9
1.3.5	Calendrier prévisionnel .....	9
1.3.6	Documents et annexes fournis au DCE .....	9
1.3.6.1	Diagnostic structurel .....	9
1.3.6.2	Risque d'exposition aux légionelloses .....	9
1.3.6.3	Amiante .....	10
1.3.6.4	Rapport Initial du Contrôleur technique .....	10
1.3.6.5	PGC du CSPS .....	10
1.3.6.6	Plans .....	10
1.3.6.7	Diagnostic des toitures terrasses existantes .....	10
1.3.6.8	Diagnostic des descentes EP (repérage et passage caméra) .....	10
1.4	DONNEES FOURNIES ET PERFORMANCES ATTENDUES .....	11
1.4.1	Étanchéité à l'eau et à l'air .....	11
2	PRESCRIPTIONS APPLICABLES DES LA PHASE CANDIDATURE .....	12
2.1	CONNAISSANCE DU PROJET .....	12
2.2	VISITE OBLIGATOIRE - RECONNAISSANCE DES LIEUX .....	12
2.3	SONDAGES .....	13
2.4	QUANTITÉS .....	13
2.5	QUALITES DES FOURNITURES ET EQUIPEMENTS .....	13
2.6	VERIFICATION DES DOCUMENTS – MARCHÉ FORFAITAIRE .....	14
2.7	PIECES A FOURNIR A LA REMISE DE L'OFFRE .....	15
2.8	REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	15
2.8.1	Règlements et décrets .....	15
2.8.2	Normes et DTU .....	16
2.8.3	Avis techniques .....	16
2.8.4	Documents publiés par les organismes divers .....	16
2.8.5	Sécurité incendie .....	16
2.8.6	Normes fondamentales .....	17
2.9	CONTROLE TECHNIQUE .....	17

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 3 sur 49


3	PRESCRIPTIONS APPLICABLES DES LA PHASE EXECUTION .....	18
3.1	REUNIONS ET VISITES DE CHANTIER .....	18
3.2	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION .....	18
3.3	PLANNING ET PHASAGE.....	18
3.4	ÉTUDES PREPARATOIRES .....	19
3.4.1	Revue des prestations techniques .....	19
3.4.2	Prestations générales d'études et de documents d'exécution.....	19
3.4.3	Démarches et autorisations .....	19
3.4.4	Vérifications techniques.....	20
3.4.5	PV et Avis techniques.....	20
3.4.6	Comportement au feu.....	20
3.4.7	Échantillons.....	21
3.4.8	Constat d'huissier.....	21
3.4.9	Reportage photographique.....	22
3.4.10	Vérification des côtes.....	22
3.5	MISE EN ŒUVRE ET REALISATION DES OUVRAGES .....	22
3.5.1	Qualité.....	22
3.5.2	Respect des mesures.....	23
3.5.3	Tolérances dimensionnelles.....	23
3.5.4	Modifications en cours de chantier .....	23
3.5.5	Respect du calendrier .....	23
3.5.6	Coordination .....	24
3.5.7	Travaux de dépose et de démolition .....	24
3.5.8	Matériaux et matériels de récupération.....	24
3.5.9	Contrôle en usine .....	24
3.5.10	Réception et qualité des supports .....	24
3.5.11	États des surfaces.....	25
3.5.12	Réservations.....	25
3.5.12.1	Réservations et scellements dans le gros œuvre.....	25
3.5.13	Scellements .....	25
3.5.14	Bouchements, raccords, calfeutrements .....	25
3.5.14.1	Bouchements et raccords .....	25
3.5.14.2	Calfeutrement des réservations pour réseaux .....	25
3.5.15	Déchargement et montage des matériaux .....	25
3.5.16	Stockage des matériaux .....	26
3.6	CONTROLES .....	26
3.7	ESSAIS .....	26
3.7.1	Ouvrages traditionnels.....	26
3.7.2	Ouvrages non traditionnels.....	27

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 4 sur 49

3.7.3	Essais sur ouvrages douteux .....	27
3.7.4	Essais divers .....	27
3.7.5	Remplacement des ouvrages défectueux.....	27
4	PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN PHASE RECEPTION DES TRAVAUX .....	28
4.1	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	28
4.2	OPERATIONS PREALABLES A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX.....	28
4.3	LEVÉE DES RESERVES .....	28
4.4	DOE .....	28
4.5	PRESENTATION DES DOE .....	29
4.6	DIUO.....	29
4.7	FORMATIONS.....	30
4.8	GARANTIES.....	30
5	HYGIENE ET SECURITE .....	31
5.1	IDENTIFICATION DES PERSONNELS DE L'ENTREPRISE .....	31
5.2	EPC ET EPI.....	32
5.3	TRAVAUX EN HAUTEUR .....	32
5.4	SECURITE INCENDIE .....	32
5.5	SPECIFICATIONS DUES AUX TRAVAUX DANS UN BATIMENT OCCUPE .....	32
5.6	NUISANCES.....	33
5.7	AMIANTE .....	33
5.8	REGLEMENTATION .....	33
5.8.1	Intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante .....	35
5.9	PROTECTION ET PRESERVATION DES USAGERS .....	35
5.9.1	Sécurité générale extérieure.....	35
5.9.2	Bruit.....	35
5.9.3	Poussières .....	36
5.10	GESTION DU RISQUE RELATIF AUX SILICES CRISTALLINES ALVEOLAIRES.....	36
5.11	PROTECTION DES OUVRAGES .....	36
5.11.1	Contre le vol.....	36
5.11.2	Contre les risques de détérioration .....	36
5.11.2.1	Existants .....	36
5.11.2.2	Prise en charge des frais de protection des existants.....	37
5.11.2.3	Protection des réalisés .....	37
5.11.3	Contre les intempéries.....	37
5.11.4	Gardiennage.....	37
5.11.5	Protection des ouvrages d'assainissement.....	37
5.12	INSTALLATIONS DE CHANTIER ET BASE VIE.....	38
5.12.1	Spécificités de l'accès en toiture.....	39
5.12.2	Maintien des installations.....	39
5.12.3	Panneau de chantier .....	40
5.12.4	Branchements provisoires d'électricité .....	40
5.12.5	Alimentations provisoires en eau potable .....	41
5.12.6	Branchements provisoires EU, EV et EP.....	41

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 5 sur 49

5.12.7	Bureau de chantier.....	42
5.12.8	Vestiaires de chantier .....	42
5.12.9	Réfectoire de chantier.....	42
5.12.10	Sanitaires de chantier .....	43
5.12.11	Clôtures de chantier.....	43
5.12.12	Zone de stockage - Barriérage .....	43
5.12.13	Convention de mise à disposition .....	44
5.12.14	Moyens d’approvisionnement.....	44
5.12.15	Engins de levage.....	44
5.12.16	Opérations de grutages.....	44
5.13	ÉCHAFAUDAGES .....	45
5.14	GESTION DES DECHETS.....	45
5.14.1	Normes et réglementations .....	45
5.14.2	Le schéma d’organisation et de gestion des déchets (SOGED).....	46
5.14.3	Revente de matériaux.....	47
5.14.4	Organisation, collecte, évacuations .....	47
5.14.5	Classification des déchets .....	48
5.15	NETTOYAGES .....	48
5.15.1	Nettoyage courant de chantier.....	48
5.15.2	Nettoyage parties intérieures communes et privatives .....	49
5.15.3	Nettoyage quotidien de la base-vie .....	49
5.15.4	Nettoyage de réception .....	49
5.15.5	Entretien des accès .....	49

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 6 sur 49

# 1 PRESENTATION GENERALE

## 1.1 OBJET DU CAHIER DES CHARGES

Le présent cahier des charges a pour objet de définir l'ensemble des objets, procédures, études, fournitures et travaux relatifs à la réfection des toitures terrasses G, H, la pose de sécurités individuelles et collectives, la réfection des descente EP du Conservatoire National de Musique et de Danse de Paris (CNSMDP).

Les entreprises se référeront expressément à l'ensemble du DCE sans négliger aucune partie afin d'intégrer toutes les données nécessaires à la réussite de l'opération.

## 1.2 DEFINITION DE L'OPERATION

### 1.2.1 Présentation générale du site

La réfection des toitures terrasses du CNSMDP se fait sur un ensemble de bâtiments construit durant les années 1980 et classé « Architecture contemporaine remarquable ». Il présente 4 typologies de toiture. L'emprise foncière s'étend entre l'avenue Jean Jaurès, l'avenue du Nouveau Conservatoire, la rue Edgar Varèse et le Parc de la Villette.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	IPH INGÉNIERIE
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 7 sur 49




### 1.2.2 Objectif du client

Réfection de l'étanchéité des toitures terrasses G, H, mise en conformité des sécurités collectives et individuelles, réfection des descentes EP.

### 1.2.3 Contraintes liées aux abords de l'établissement

Le C.N.S.M.D.P. est bordé de voiries privées, publiques et du Parc de la Villette. En conséquence, les installations de chantier, les cheminements de véhicules seront soumis à des demandes d'autorisations auprès des Services chargés de la gestion de ces espaces. L'Entrepreneur devra répondre aux différentes contraintes imposées et prendra à sa charge l'ensemble des démarches administratives et frais d'occupation de voiries.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 8 sur 49

#### 1.2.4 Contraintes liées au fonctionnement de l'établissement

Le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse est aujourd'hui en exploitation et aucune fermeture pour travaux n'est envisageable.

L'Etablissement fonctionne sur un rythme d'établissement scolaire, avec des cours, des répétitions, des examens et concours, les nuisances sonores sont par conséquent proscrites. Les travaux sont donc à prévoir sous contraintes acoustiques. Les nuisances sonores sont restreintes après 10h00. La Maitrise d'ouvrage se réserve le droit d'interrompre les travaux si elle considère que les nuisances sonores empêchent le fonctionnement normal du conservatoire.

Lors des périodes de fermeture du conservatoire les contraintes sonores seront levées :

- Fermeture d'été : du 7 juillet au 30 août
- Fermeture de Noël : du 20 décembre 2025 au 4 janvier 2026

### 1.3 CONNAISSANCE MARCHE

#### 1.3.1 Étendue des travaux

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les Entrepreneurs seront soumis à une obligation de résultat. Ils devront livrer au Maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages au complet et en parfait état de finition et de fonctionnement, en conformité avec la réglementation, les règles de l'art et les prescriptions du présent document.

Les ouvrages cités dans le présent document n'ont pas un caractère limitatif. Tous les ouvrages représentés sur les plans et non cités au présent document (et inversement) sont à prévoir par l'Entreprise générale.

De même, il doit être prévu toutes les sujétions, façons, équipements, fournitures et prestations non mentionnés dans les documents et cependant nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement des ouvrages.

#### 1.3.2 Construction du CCTP - allotissement

Le présent marché sera traité en lots séparés.

Les CCTP sont construits en ensembles techniques séparés, les CCTP doivent être considérés comme des ensembles indivisibles. Les entreprises devront prendre connaissance de l'ensemble des pièces du marché afin de faciliter la coordination entre les différents corps d'état.

- LOT 0 : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS
- LOT 1 : COUVERTURE – ÉTANCHÉITÉ
- LOT 2 : TRAITEMENT DES DESCENTES EP


#### 1.3.3 Limites techniques

Les Entreprises devront prendre connaissance du contenu de l'ensemble des descriptifs techniques afin d'en comprendre les prestations respectives.

- Prévoient tous les ouvrages de finition et d'équipements nécessaires.
- Réclameront au Maître d'œuvre en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'elles jugeront nécessaires à la bonne exécution de leurs prestations.
- Le titulaire du lot 1 assurera la coordination d'ensemble et sera tenu de prendre toutes dispositions utiles pour assurer la complète et parfaite exécution des travaux.

À aucun moment durant le chantier, les Entreprises ne pourront se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations leur incombant, ou de ne pas fournir des renseignements, des plans ou dessins, nécessaires pour la poursuite des travaux.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 9 sur 49

#### 1.3.4 Pénalités

La gestion des pénalités est indiquée au CCAP.

Celles-ci s'appliqueront notamment pour :

- Tout retard avéré fautif pénalisant le respect du planning.
- Toute absence et retard non justifiés aux réunions programmées à l'avance.
- Toute défaillance quant aux règles d'hygiène et de sécurité.
- Toute défaillance quant à l'évacuation des propres gravois, déblais, etc...
- Toute défaillance au sujet des nettoyages et de la propreté.
- Toute défaillance concernant les nuisances sonores.

Les récidives pouvant aller jusqu'à l'exclusion du chantier et la résiliation du marché.

Le recours à une sous-traitance non déclarée est susceptible de résiliation du marché sans que soit supprimée la possibilité de poursuites légales.

#### 1.3.5 Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel s'établit comme suit :

- À diffusion de l'Ordre de Service, 2 mois de préparation.
- Suivent 10 mois de travaux effectifs pour réaliser tous les travaux prévus et nécessaires.

#### 1.3.6 Documents et annexes fournis au DCE

Les entreprises sont tenues d'examiner exhaustivement, avant la présentation de leurs offres, tous les documents relatifs aux travaux (y compris les CCTP des autres corps d'état) et doivent se tenir parfaitement informées de toutes les conditions de l'exécution.

Le présent dossier est constitué des pièces suivantes :

##### 1.3.6.1 Diagnostic structurel

La Maitrise d'ouvrage a fait établir un Diagnostic structurel des toitures G et H. L'Entreprise titulaire du présent Lot devra prendre connaissance de l'ensemble des éléments du rapport d'analyse de la capacité portante de la structure avant toutes interventions.

Le rapport fait état d'une charge permanente comprenant le complexe d'étanchéité et faux plafonds de 70Kg/m². L'étude révèle que la structure peut supporter une charge permanente de 90Kg/m². Néanmoins la toiture est conçue pour accepter une charge d'exploitation destinée à l'entretien et la maintenance périodique de la couverture.

Lors des travaux de dépose ou de mise en œuvre du nouveau complexe d'étanchéité, l'Entreprise veillera à ne pas stocker de gravois ou de matériaux sur la toiture.

##### 1.3.6.2 Risque d'exposition aux légionelloses

La fosse technique présente sur la toiture H comprend un système d'extraction d'air identifié comme une source possible d'aérosols contaminés par la légionellose.

Suivant le plan de repérage ci-dessous, les interventions à proximité et dans la fosse technique seront réalisées avec des EPI spécifiques.

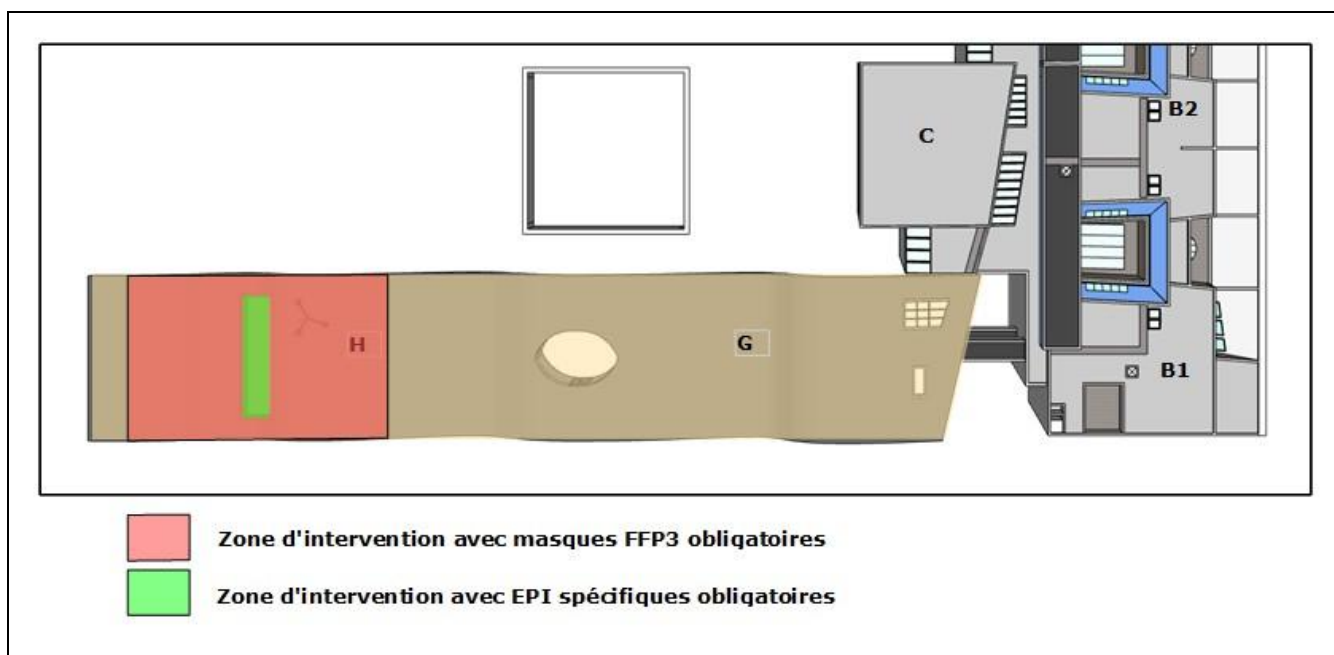
12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	IPH INGÉNIERIE
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 10 sur 49

Dans un périmètre de 15m minimum de la fosse, le port de et obligatoire.

Les travaux dans la fosse technique seront réalisés après neutralisation des équipements. Les EPI comprendront obligatoirement :

- Masques FFP3.
- Gants à usage unique
- Lunettes de protection.
- Combinaisons jetables...

Cette liste est non limitative, le mode opératoire sera soumis à l'approbation du CSPS.



### 1.3.6.3 Amiante

Le Maître d'ouvrage a fait établir des Diagnostics « Amiante » de chaque bâtiment avant réalisation des travaux. Ces Diagnostics sont joints en annexe au présent dossier. L'Entreprise est tenue d'en prendre connaissance et de se conformer aux prescriptions indiquées en ce qui concerne ses différentes interventions. Dans le cas où « le cadre de la mission » des Diagnostics n'était pas en adéquation avec les travaux à exécuter, l'Entreprise demandera au Maître d'ouvrage de faire établir des Diagnostics complémentaires pour lever le doute et se conformera aux nouvelles prescriptions.

Les Entreprises devront être qualifiées au minimum SS4 en cas de présence d'amiante.

### 1.3.6.4 Rapport Initial du Contrôleur technique

En annexe.

### 1.3.6.5 PGC du CSPS

En annexe.

### 1.3.6.6 Plans


En annexe

### 1.3.6.7 Diagnostic des toitures terrasses existantes

En annexe

### 1.3.6.8 Diagnostic des descentes EP (repérage et passage caméra)

En annexe


12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 11 sur 49

## 1.4 DONNEES FOURNIES ET PERFORMANCES ATTENDUES

### 1.4.1 Étanchéité à l'eau et à l'air

Les Entrepreneurs porteront une importance à la phase des études de conception et à la phase d'exécution : étanchéité à l'eau et à l'air de ses ouvrages.

Il est de la responsabilité de chaque corps d'état de rendre ses ouvrages, percements, calfeutrements et toutes autres prestations étanches l'eau et à l'air.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 12 sur 49

## 2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES DES LA PHASE CANDIDATURE

### 2.1 CONNAISSANCE DU PROJET

Le DCE est un ensemble de documents indissociables les uns des autres.

Afin d'acquérir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles pour la présentation de leurs offres, les Entreprises sont ainsi tenues d'examiner :

- Tous les documents du DCE (y compris les CCTP des autres corps d'état).
- Toutes les conditions d'exécution et les limites de prestations entre les différents corps d'état.
- Les besoins exprimés pour assurer un bon fonctionnement des installations.

La découverte de tous défauts de concordance entre les documents, anomalie, imperfection, omission, erreur, oubli que pourrait faire ressortir l'étude approfondie du dossier, qui serait de nature à contrarier les buts poursuivis, devra être notifiée sans délai à la Maîtrise d'œuvre : ces observations sont à faire pendant la période d'étude de sa proposition, en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

Il est bien entendu que toutes les fournitures, façons, sujétions et accessoires même non mentionnés, mais nécessaires au parfait achèvement des ouvrages pour l'obtention d'une réalisation en parfait état de fonctionnement des équipements de l'ensemble de l'opération, sont prévus.

Après la remise de son offre, le Titulaire ne pourra se prévaloir :

- D'aucune de ces raisons.
- D'aucune incompréhension ou mauvaise interprétation prétendue quant à l'étendue, type ou qualité des installations à fournir. Le dispensant d'exécuter les travaux, de fournir ou de monter un dispositif mettant en cause le bon fonctionnement ou la sécurité de l'installation, ou pour prétendre à supplément de leurs prix.


La remise de son offre implique l'accord du Titulaire sur toutes les directives, conditions et points exposés.

Toutes dérogations aux stipulations du présent CCTP ne peuvent être apportées que par ordre signé par le Maître d'ouvrage.

### 2.2 VISITE OBLIGATOIRE - RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant d'établir leurs offres à l'aide des documents joints au dossier de consultation, chaque Entrepreneur, Mandataire et membre des groupements, devra réaliser la visite du site afin d'examiner et donc de prendre en compte notamment :

- L'état des lieux, abords, clôtures, niveaux, etc...
- Les modalités d'accès par voie et cheminement, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement.
- L'emplacement, la nature, le nivellement et la configuration du terrain.
- Les limites de propriété et les constructions voisines.
- Les réseaux aériens de toutes natures.
- Toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité générale.
- Toutes les mesures relatives à la protection des ouvrages en place et mitoyens.
- Les modalités et difficultés éventuelles d'approvisionnement et de stockage.
- Les difficultés éventuelles d'exécution des travaux et en général les sujétions locales à prendre en considération pour sa spécialité.
- Toutes les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
- L'état général des existants et leur degré de conservation.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 13 sur 49

- L'état de vétusté de certains éléments existants (le cas échéant).
- La nature des matériaux constituant les existants.
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations, électriques et les installations CVC, le cas échéant.
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché.
- Les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses.

Les Entrepreneurs sont ainsi censés connaître toutes les difficultés et sujétions qu'ils sont susceptibles de rencontrer dans l'exécution de leurs travaux pour s'en être personnellement rendu compte sur la situation des lieux. Ils prendront ainsi toutes les dispositions opportunes, notamment, pour procéder à des sondages complémentaires, s'ils en estiment la nécessité.

L'offre des Groupements et Entrepreneurs comprendra ainsi implicitement tous les travaux annexes et connexes nécessaires à l'exécution de leurs ouvrages, même s'ils ne sont pas décrits explicitement dans le CCTP.

### 2.3 SONDAGES

Chaque Entreprise pourra, sous réserve de validation par la Maîtrise d'ouvrage suivant les dégradations occasionnées, réaliser l'ensemble des sondages nécessaires à l'établissement de ses études. Il ne pourra être fait état d'omission sur les besoins nécessaires à la réalisation du chantier ou de tout écart de quantité entre les pièces du marché et le terrain, une fois la phase d'exécution lancée.

### 2.4 QUANTITÉS

Les Entreprises ajouteront toutes prestations qu'elles jugeront nécessaires et devront procéder aux relevés de l'ensemble des toitures ainsi qu'au repérage de tous les équipements avant la remise de leurs offres. Aucune réclamation ne sera admise après l'acceptation de l'offre.

L'énumération des matériels et fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux n'est pas limitative.


### 2.5 QUALITES DES FOURNITURES ET EQUIPEMENTS

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale suivie de la mention "ou équivalent". Elles sont données à titre indicatif. Elles ont été choisies en référence, soit pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement au feu, leurs aspects ou autres qualités. Dans le cas où un Soumissionnaire proposerait des matériaux ou matériels différents, lesdites fournitures devront avoir des caractéristiques au minimum égales à celles demandées sur les plans qualitatifs, techniques, fonctionnels et esthétiques.

Il devra dans ce cas, fournir à l'appui de son offre toute justification technique sur le matériel proposé ainsi que tout échantillon qui pourrait lui être demandé, par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Contrôleur Technique, qui seront seuls habilités à apprécier et décider de l'équivalence.

Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance, ne pourra être pris en considération, sauf stipulations contraires dans le CCTP.

Dans le cas où cette appréciation serait négative, l'Entreprise devra fournir le matériel préconisé par le CCTP.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 14 sur 49

En tout état de cause, les Entrepreneurs resteront toujours responsables des matériaux mis en œuvre et du respect du référentiel technique et réglementaire en vigueur.

Il leur incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- La conformité à la réglementation.
- Les performances exigées.
- La nature et le type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation.
- Les conditions particulières rencontrées pour le chantier.
- La compatibilité des matériaux entre eux.
- Etc...

## 2.6 VERIFICATION DES DOCUMENTS – MARCHÉ FORFAITAIRE

La nomenclature des travaux a été analysée avec le plus grand soin possible.

Comme le CCTP ne peut entrer dans tous les détails techniques et dans l'énumération de tous les travaux accessoires aux ouvrages à réaliser, les documents écrits ou dessinés remis aux Entrepreneurs doivent être considérés comme bases d'exécution.

Toutes les observations concernant le DCE devront être faites par écrit avant la remise de l'offre.

Ainsi les Entrepreneurs, en tant que spécialistes :


- Devront comprendre dans le prix global soumissionné, toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des ouvrages. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir de la brièveté ou de l'absence de description d'une prestation pour ne pas la prévoir.
- Signaler les dispositions qui n'auraient pas son agrément. Le fait d'exécuter sans rien y changer les prescriptions des documents remis, implique leur adhésion et soumet à la responsabilité des Entrepreneurs la totalité des installations.
- Formuleront leurs observations pendant la période d'étude de leurs propositions ; en tout état de cause, jamais après la remise de celles-ci.
- Ne pourront en aucun cas refuser d'exécuter à leurs frais entiers tout ou partie d'ouvrage en invoquant erreurs, incohérences et/ou omissions normalement décelables par un homme de l'art dans les plans et le présent CCTP.
- Auront à leur charge la vérification des côtes indiquées aux présents documents.
- Devront se rendre sur les lieux.

Ainsi, aucune incompréhension prétendue quant à l'étendue, type ou qualité des installations à fournir suivant le présent CCTP ne sera prise en considération, la remise des offres impliquant l'accord des Titulaires sur toutes les directives, conditions et points exposés.

Toutes dérogations aux stipulations du présent CCTP ne peuvent être apportées que par ordre signé par le Maître d'ouvrage.

En cas de litige entre le Maître d'œuvre et l'Entrepreneur sur l'interprétation du CCTP, il est bien spécifié que la décision définitive appartiendra toujours au Maître d'ouvrage.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 15 sur 49

## 2.7 PIÈCES À FOURNIR À LA REMISE DE L'OFFRE

L'ensemble des pièces à fournir à la remise de l'offre sont inscrites au règlement de consultation

## 2.8 REFERENCES RÉGLEMENTAIRES

D'une façon générale, toutes les prestations et tous les ouvrages accomplis seront réalisés conformément à tous les documents techniques, normes, règlements et textes réglementaires existants et en vigueur le jour de la soumission, selon les dispositions du CCAP travaux.

Les Entreprises respecteront ainsi tous les documents officiels se rapportant aux travaux de leurs spécialités en vigueur à la date de consultation.

Les fournitures doivent répondre aux spécifications des Normes Françaises et Européennes en vigueur.

Pour chaque matériau et matériel employés, un Avis Technique doit être en cours de validité pendant et à la réception des travaux.

Les Entrepreneurs sont tenus de fournir des matériaux et ensembles fabriqués répondant aux règlements du CSTB, du CTBA ou de l'UTE.

L'emploi des matériaux, procédés ou équipements nouveaux, sera subordonné, soit à un avis technique, soit, à défaut à un accord du Bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances.


Seront considérés comme Règles de l'Art et de ce fait applicable contractuellement aux présents marchés de travaux, les Documents Techniques Unifiés, Cahier des Charges et Règles de Calcul DTU, les exemples de solutions pour satisfaire au Règlement de Construction figurant dans le REEF, les prescriptions techniques générales publiées par le CSTB, ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parues à la date de consultation des présents marchés.

Si au cours des travaux, une norme venait à être modifiée ou une réglementation nouvelle devait être promulguée, l'Opérateur économique devrait dans les parties concernées, indiquer au Maître d'œuvre, les modifications éventuelles avec son offre initiale, sans indication de sa part, ses travaux devront correspondre aux normes ou équivalents en vigueur à la réception des travaux.

### 2.8.1 Règlements et décrets

Les Entrepreneurs doivent se conformer aux textes et règlements prescrits par :

- Les règles de construction.
- Le code de l'urbanisme.
- Le code de la construction et de l'habitation.
- Le code du travail.
- Le règlement relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- Le règlement sanitaire départemental.
- Tous les décrets, arrêtés, règlements administratifs, qu'ils soient d'ordre national, ministériel, préfectoral, départemental ou communal.
- Le CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales).
- Les CCTG (Cahiers des Clauses Techniques Générales), CPC (Cahier des Prescriptions Communes) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le Recueil des éléments utiles à l'Établissement et à l'Exécution des projets de marché en France (RE EF).

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 16 sur 49

## 2.8.2 Normes et DTU

Les matériaux et leur mise en œuvre, dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions édictées par l'ensemble des Normes Françaises (NF) publiées par l'Association Française de Normalisation (AFNOR) et homologuées par arrêté ministériel.

Pour tous les travaux d'électricité et le matériel électrique, il est fait application de toutes les normes établies par l'Union Technique d'Electricité (UTE) en complément de celles édictées par l'AFNOR.

En cas de discordance entre les différentes normes, celle de date la plus récente fait foi.

Sont applicables aux matériaux et matériels employés d'une part, et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Charges et des Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU), ainsi que des mémentos, additifs et erratum qui les accompagnent.

Les diverses règles de calculs éditées par le CSTB et celles définies dans les DTU.

## 2.8.3 Avis techniques

Les avis techniques devront avoir obtenu une révision ou être encore en vigueur à la date présumée de réception, faute de quoi les matériaux et matériels seraient refusés d'office.

Les dernières éditions de ces avis techniques seront les seules prises en considération et devront être fournies au Maître d'ouvrage, à l'équipe de Concepteurs et au Contrôleur Technique, un exemplaire sera tenu en permanence au Bureau de chantier.

## 2.8.4 Documents publiés par les organismes divers

Les Entrepreneurs doivent également se conformer aux documents édités par les divers organismes professionnels tels que : Chambres Syndicales, mémentos professionnels, etc... Néanmoins, ces documents ne peuvent en aucun cas déroger aux règlements, normes et DTU. En cas de contradiction, seuls ces derniers sont applicables.

## 2.8.5 Sécurité incendie


Les Entrepreneurs doivent, en ce qui le concerne, et conformément aux règles de l'art, inclure dans son prix global et forfaitaire, toutes les prestations relatives aux dits arrêtés, suivis de tous leurs décrets et circulaires d'application en vigueur à la date de remise de l'offre.

De plus, les exigences de protection contre les risques d'incendie et de panique exigées par la réglementation sont applicables sans restriction.

Rappel des normes et règlements à respecter :

- Code de la construction et de l'habitation, articles relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique.
- Arrêté du 23 Mars 1965 modifié et arrêté du 25 Juin 1980 modifié, relatif aux dispositions générales contre les risques d'incendie et de panique.
- Arrêté du 4 Novembre 1975 modifié (utilisation de certains matériaux et produits).
- Arrêté du 4 Juin 1973 relatif à la classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.
- Décret n° 57.1161 du 17 Octobre 1967 relatif à la classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie.
- Arrêté du 14 Novembre 1988 relatif aux installations électriques.

Non exhaustif.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 17 sur 49

## 2.8.6 Normes fondamentales

Le présent CCTP reprend en ce qui concernent les grandeurs physiques, les équations, les symboles de grandeurs et d'unités, les systèmes cohérents d'unités, spécialement le Système International d'unités (SI), les normes :

- NF X 02-001 : grandeurs et unités ; principes généraux.
- NF X 02-003 : normes fondamentales ; principes de l'écriture des nombres, des grandeurs, des unités et des symboles.
- NF X 02-004 : normes fondamentales ; noms et symboles des unités de mesure du système international d'unités (SI).
- NF X 02-006 : normes fondamentales ; le système international d'unités ; description et règles d'emploi ; choix de multiples et de sous-multiples.

## 2.9 CONTROLE TECHNIQUE


Celui-ci sera assuré par le Bureau de Contrôle désigné par le Maître d'ouvrage dans le cadre de la mission que celui-ci lui a confiée.

Les Entreprises devront fournir au Contrôleur Technique, les études, notes de calculs, plans d'exécution des ouvrages en vue de leur vérification.

Elles devront se conformer aux prescriptions du Contrôle Technique sans supplément de prix.

En application de l'article R 111.40 du décret 78- 1146 du 7 décembre 1978, qui impose au Contrôleur Technique de s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des Constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante, les Entreprises devront présenter à l'appui de leurs offres, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques.
- Les procédures de vérification de validité des documents techniques établis.
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge de l'Entreprise, etc....).

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 18 sur 49

### 3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES DES LA PHASE EXECUTION

Aucune modification au projet établi ne pourra être apportée en cours d'exécution sans autorisation formelle de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

Les frais résultants de changement non autorisé ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans Ordre de Service seront intégralement à la charge de l'Entreprise.

#### 3.1 REUNIONS ET VISITES DE CHANTIER

Chaque Entreprise est tenue d'assister à toutes les réunions et toutes les visites de chantier auxquelles elles sont convoquées. Il est prévu au moins une réunion de chantier par semaine au cours de laquelle le chantier sera visité en intégralité.

Les Entrepreneurs sont tenus d'assister ou de se faire représenter par leur Personnel parfaitement au courant de l'affaire et ayant pouvoir de décision, chaque fois qu'ils y sont convoqués, aux rendez-vous de chantier hebdomadaires (jour et horaire définis), présidés par le Maître d'œuvre ou à chaque convocation exceptionnelle nécessaire à la bonne exécution du chantier.

#### 3.2 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION

La maitrise d'œuvre et chargé de la mission OPC. Les missions de l'OPC sont :


- **Ordonnancement** : on entend par ordonnance tout ce qui touche à l'analyse, à la préparation et à la conception du chantier. L'OPC participe à l'étude préliminaire de faisabilité du projet et identifie les facteurs clés. Ces derniers sont par exemple les contraintes, les formalités administratives ainsi que les tâches élémentaires à accomplir. À l'issue de cette phase d'analyse, il élabore un calendrier retraçant la chronologie de l'ensemble des opérations nécessaires à l'exécution des travaux.
- **Pilotage** : un OPC est aussi chargé d'assurer le suivi du chantier pendant toute sa durée et de veiller à son bon déroulement jusqu'à la levée des réserves. Ceci passe par la mise en œuvre des actions définies durant la phase d'ordonnance, le respect des délais et l'application d'éventuelles mesures de correction (intempéries, malfaçons, dysfonctionnement...).
- **Coordination** : la mission de coordination s'attache à la supervision des différents acteurs du projet. C'est lui qui gère le planning des équipes et l'exécution des tâches selon le cahier des charges établi. Il garantit également une bonne communication entre les Intervenants, notamment à travers la planification de réunions de chantier et la rédaction des comptes rendus et procès-verbaux de réception des travaux.

#### 3.3 PLANNING ET PHASAGE

Les Entreprises devront réaliser durant la phase de préparation le planning détaillé qui se substituera au planning prévisionnel. Cela comprend notamment :

- Le calendrier de préparation et d'exécution des travaux.
- Les délais de commandes et de livraison des matériels.
- Les délais d'établissement des documents d'exécution.
- La courbe prévisionnelle des effectifs.

Ce nouveau planning détaillé, sera signé et tamponné par toutes les Entreprises intervenantes et deviendra contractuel.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 19 sur 49

### 3.4 ÉTUDES PREPARATOIRES

La période de préparation de chantier sera mise à profit pour réaliser les études et plans d'exécution.

#### 3.4.1 Revue des prestations techniques

Les prestations techniques à effectuer seront passées en revue afin de favoriser la collaboration entre les différents acteurs du projet :

- Liste des documents techniques existants.
- Revue détaillée des prestations techniques prévues aux contrats.
- Identification et listage des points à risques.

#### 3.4.2 Prestations générales d'études et de documents d'exécution

L'Entrepreneur établira d'après les pièces contractuelles l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages. Chaque Entreprise est réputée maîtriser les procédés constructifs à mettre en œuvre pour une réalisation dans les règles de l'art en vigueur au moment du chantier.

A la charge de l'Entreprise :

- Le rappel des hypothèses servant au dimensionnement des ouvrages.
- Le planning sera validé et le listing des besoins au regard des prescriptions techniques établies en conséquence.
- Les documents communs tels que les besoins en réservations, percements etc...
- Notices de sélection des matériels.
- Schémas et notes de calculs nécessaires à la réalisation des ouvrages.
- Dimensionnements d'éléments (ceux indiqués au CCTP sont donnés à titre indicatif).
- Schémas et plans d'exécution et de détails.
- Les documents nécessaires à la validation du Bureau de contrôle.
- Les documents, notices, plans et calculs nécessaires pour les prestations liées.
- Les plans des éléments préfabriqués éventuels.
- Les plans d'atelier comprenant les plans d'assemblage et de réservations, les plans de fabrication.


Ces éléments seront vérifiés par l'équipe de Maîtrise d'œuvre dans le cadre de la mission VISA. La mise en œuvre des plans ne pourra se faire qu'à l'obtention du « bon pour accord » qui comprend le VISA du Maître d'œuvre et l'accord du Bureau de contrôle.

L'ensemble des documents et données fournies à la Maîtrise d'œuvre pour VISA sera adressé avec un bordereau des pièces envoyées (avec descriptif clair du document, date, indice de modification et numéro de pièce). Aucun VISA ne sera délivré sans le respect de cette procédure.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir soumis en temps utile les plans à l'approbation du Maître d'œuvre et du Bureau de contrôle le cas échéant, s'effectuerait sous la seule responsabilité de l'Entrepreneur et les modifications qui pourraient lui être demandées, seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

#### 3.4.3 Démarches et autorisations

Les Entrepreneurs devront faire toutes les démarches relatives à l'obtention de tous les accords et de toutes les autorisations auprès des administrations et services publics compétents, nécessaires à la réalisation de leurs travaux en fonction de la technique retenue. Ils devront, de même, obtenir des Concessionnaires toutes les autorisations nécessaires, permettant le raccordement des ouvrages réalisés aux réseaux publics concédés.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 20 sur 49

Tous les travaux demandés par les Administrations, Services et Concessionnaires pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation, seront à la charge des Entrepreneurs. Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces services sont également à leur charge.

Les Entrepreneurs doivent au moment opportun et de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations.

Ils doivent enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les transmettre au Maître d'œuvre pour les faire signer par le Maître d'ouvrage, et les remettre aux services intéressés.

Il est rappelé que les Entrepreneurs sont responsables des contraventions de toute nature qu'ils peuvent encourir du fait de la non-observation des règlements locaux de voirie.

À noter les Entrepreneurs devront répondre aux obligations de déclarations DIT et DICT. Les demandes de DICT et plans de réseaux enterrés, demandes de déviation et de limitation de vitesse seront faites par les autorités compétentes.

#### 3.4.4 Vérifications techniques

Si pour l'exercice de sa mission, le Contrôleur technique préconise des opérations de démontage ou des sondages, ces derniers seront effectués par l'Entrepreneur concerné et à ses frais.

Les Entrepreneurs devront indiquer au Maître d'ouvrage, au Bureau de contrôle et au Concepteur :

- L'identification du responsable des vérifications techniques.
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification, bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais, etc...).

Ces documents seront soumis au visa du Bureau de contrôle et seront diffusés au Maître d'ouvrage, au Coordonnateur de sécurité (SPS) pour les DIUO, et au Concepteur après vérification et visa.

#### 3.4.5 PV et Avis techniques

Les Entreprises fourniront tous documents justifiant de leur conformité aux règles de l'art tel que :

- PV ou certificat de classement ou d'essais des matériaux.
- Avis techniques.
- Fiches techniques diverses des matériaux utilisés précisant leur provenance, leur nature, leur géométrie et leurs caractéristiques physiques et mécaniques et leur réaction au feu.

Pour l'utilisation et la mise en œuvre de matériaux non traditionnels, les Entrepreneurs respecteront les prescriptions et recommandations de l'avis technique correspondant ou du cahier des charges approuvés. Ils devront fournir les PV de classement au feu des matériaux utilisés et leur avis technique. À défaut, il suivra les prescriptions du Fabricant.


Dans ce cas, il adjointra à sa proposition une attestation d'assurance spéciale, étendant la garantie de ces matériaux.

#### 3.4.6 Comportement au feu

Les matériaux mis en œuvre doivent avoir un classement de comportement au feu selon leur emplacement et en fonction de la destination des locaux dans lesquels ils seront mis en œuvre.

Le matériau ou matériel doit avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essai du CSTB de résistance et/ou de comportement au feu.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 21 sur 49

Les Entrepreneurs doivent impérativement respecter les spécifications de mise en œuvre consignées dans le PV d'essai et mettre en œuvre les composants ou équipements du même Fabricant que ceux qui ont été utilisés pour l'essai ou qui sont préconisés dans le PV d'essai. Ils doivent demander, selon nécessité, l'extension "PV de chantier".

Si les Entrepreneurs ne respectent pas ces clauses, il est tenu de remplacer les ouvrages mis en œuvre ou de faire procéder à de nouveaux essais à ses frais exclusifs.

### 3.4.7 Échantillons

Les Entrepreneurs devront fournir pendant la période préparatoire du chantier (et avant toute commande ou mise en œuvre) les échantillons de tout le matériel qu'ils se proposent d'utiliser, sans que la Maîtrise d'œuvre ait besoin de les réclamer.

La Maitrise d'œuvre pourra refuser tout matériel qui ne lui paraîtra pas correspondre aux besoins de l'installation ou aux prescriptions du présent CCTP, sans que cette décision puisse motiver une modification des conditions du marché, de leur application, ou provoquer l'établissement d'un additif.

La Maitrise d'œuvre pourra demander la présentation des échantillons cités en référence dans le CCTP à titre indicatif, afin de pouvoir les comparer avec le matériel proposé par l'Entreprise.

L'Entrepreneur devra tenir compte, en fonction du planning, des délais d'approvisionnement et du temps d'approbation nécessaire et présenter son matériel suffisamment à l'avance.

Les couleurs, décors et aspects de finition de tous les ouvrages à la charge des Entrepreneurs seront fixés impérativement par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre lors de l'établissement des études d'exécution. Les Entreprises sont tenues de les respecter scrupuleusement.

Toutefois les Entrepreneurs doivent se faire confirmer toutes ces prescriptions avant toute passation de commande à leurs Fournisseurs et avant tout début de fabrication.

Les frais correspondants à la fourniture des échantillons sont réputés inclus dans les prix unitaires.

### 3.4.8 Constat d'huissier

Le titulaire du lot 1 devra faire réaliser un constat d'Huissier pour l'état des lieux des existants au droit de la zone chantier avant le démarrage des travaux, conformément aux indications du CCAP ainsi que sur :

- Chaque ouvrage existant conservé.
- Tous les ouvrages mitoyens.
- Les voiries, état des zones de roulement du site, parkings, trottoirs.
- Le mobilier urbain et l'éclairage public.
- Les abords du chantier, clôtures mitoyennes, ouvrages adjacents extérieurs dont le repérage des réseaux existants.

Il sera établi sur les ouvrages existants et sur les mitoyens, comprenant la description exhaustive des lieux, y compris des désordres apparents, accompagnée de planches photographiques.


Tous travaux de remise en état des ouvrages qui pourront être détériorés par ou une Entreprise seront réalisés à leurs frais exclusifs.

Un original de ce constat sera diffusé :

- Au Maître d'ouvrage.
- Au Maître d'œuvre.
- Aux entreprises titulaires des lots 2, 3 4

Le constat d'Huissier devra être signé par l'ensemble des entreprises.

Un deuxième constat d'Huissier après travaux sera également à prévoir.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 22 sur 49

Ces constats serviront en cas de litige pour toutes dégradations d'ouvrages existants constatées pendant la réalisation du chantier. En cas de certitude que la responsabilité incombe au chantier, les dégradations seront réparées par l'Entreprise responsable sans supplément de prix.

Il est à noter qu'aucune installation de chantier ou démarrage des interventions ne sera autorisée avant la transmission dudit constat d'Huissier. Il est à la charge du présent Lot d'anticiper les délais d'organisation, de visite, de rédaction et d'envoi du document.

### 3.4.9 Reportage photographique

Les Groupements ou Entreprises devront réaliser un reportage photographique de l'intérieur du bâtiment vis-à-vis des ouvrages existants restant en place et à proximité de l'emprise du chantier pendant la période de préparation.

Il comprendra :

- Tous les ouvrages visibles (fenêtres, escaliers, ...).
- Tous les ouvrages réseaux, aériens et souterrains par marquage au sol ou repérage à convenir comme cité au chapitre suivant, notamment ceux restant en place.

Les pages seront numérotées de type « page 1/20 », avec l'intitulé du chantier et la date.

Celui-ci sera fourni en plusieurs exemplaires et signé par les Entreprises, par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Ce reportage sera donné à la Maîtrise d'œuvre pour diffusion et en copie :

- Au Maître d'ouvrage.
- Aux Entreprises

### 3.4.10 Vérification des côtes

Les Entrepreneurs sont tenus de relever et de vérifier soigneusement sur place avant toute commande et exécution de ses travaux, toutes les côtes et niveaux.

Aucune côte ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans pour l'exécution des travaux.

Les Entrepreneurs ne peuvent apporter aucune modification aux plans et devis, mais doivent signaler au Maître d'œuvre tout changement ou complément qu'ils jugeraient utile d'y apporter.

Faute de se conformer aux prescriptions énoncées ci-avant, les Entrepreneurs seront les seuls responsables des erreurs d'exécution et des conséquences qui en résultent tant sur la qualité que sur le délai et le coût.


## 3.5 MISE EN ŒUVRE ET REALISATION DES OUVRAGES

### 3.5.1 Qualité

Il est exigé une exécution et une finition parfaite dans les moindres détails pour l'ensemble des travaux et des prestations du CCTP.

La responsabilité du Titulaire subsiste entière, tant en ce qui concerne la solidité des ouvrages, les calculs de résistance, des oublis, défauts, vices ou malfaçons, qu'en ce qui concerne les accidents qui pourraient en être la conséquence pendant l'exécution des travaux et les périodes de garantie.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'Entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 23 sur 49

### 3.5.2 Respect des mesures

Respect rigoureux des côtes dans tous les sens. En cas de différence constatée, l'Entrepreneur devra en aviser la Maîtrise d'œuvre pour y apporter les corrections nécessaires.

### 3.5.3 Tolérances dimensionnelles

Elles devront satisfaire aux conditions établies dans les documents suivants :

- "Tolérances dimensionnelles du gros-œuvre des bâtiments traditionnels et assimilés" établies par l'UTI dans les annales n°357 de Juin 1977 (par convention, les stipulations de ce document sont étendues mutatis mutandis à l'ensemble des ouvrages extérieurs et intérieurs d'aménagement et d'équipement des bâtiments).
- "Normes AFNOR PO 1 - 101 de juillet 1964" dimensions de coordination des ouvrages et éléments de construction.
- DTU et recommandations professionnelles mentionnées dans les divers CCTP.

Le non-respect des tolérances entraînera, après avis du Maître d'ouvrage, soit la démolition, soit la réfection de la partie d'ouvrage incriminé.

### 3.5.4 Modifications en cours de chantier

Les Entrepreneurs devront constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition, et de mettre à celle de son Personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés.

Il est précisé qu'en aucun cas, les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins des divers corps d'état, etc..., ne pourront être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément.

Il en sera de même si, avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires ou si elles découlent des besoins des divers corps d'état lors de la synthèse.

En vue de respecter la conception générale, le Maître d'œuvre pourra imposer à l'Entrepreneur les modifications de détails que, pour un motif technique ou esthétique, il jugera souhaitable d'apporter au projet.


Les Entrepreneurs ne pourront arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages.

### 3.5.5 Respect du calendrier

Les Entrepreneurs devront faire connaître par écrit au Maître d'œuvre et à l'OPC, au plus tard dans le délai de huit jours, à partir du moment où ils se sont produits ou ont été constatés, tous faits de nature à modifier les dates d'exécution prévues audit calendrier.

S'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles, les Entrepreneurs proposeront dans les dix jours suivant la notification qui leur aura été faite, un nouveau projet de calendrier, faute de quoi l'ancien calendrier conservera toute sa valeur.

Le Maître d'œuvre et l'OPC pourront, dans le cadre du délai d'exécution figurant au présent cahier, soit pour tenir compte des variations intervenues dans les sujétions des autres travaux intéressant l'équipement de la zone, soit pour toutes autres raisons valables, apporter toutes rectifications nécessaires au calendrier des travaux ; ils auront en particulier la faculté de décider l'exécution des travaux par tranches successives, de différer ou d'interrompre tout ou partie desdits travaux.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 24 sur 49

### 3.5.6 Coordination

Le fait de commencer des travaux, équivaut à une réception sans réserve des supports. Les travaux que les Entreprises jugeraient nécessaires par la suite seront à leur charge.

### 3.5.7 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc...

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des Entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Les Entrepreneurs auront à prendre toutes les mesures de protection et de garantie efficaces pour assurer dans tous les cas la sécurité des tiers, la protection de l'environnement, la propreté du domaine public et privé et l'hygiène aux abords du chantier.

Ils auront à prendre également le cas échéant toutes les dispositions afin de n'apporter aucun désordre, si minime soit-il, aux constructions conservées contiguës.

Les mesures de sauvegarde de canalisations, câbles, etc..., qui s'avèreraient éventuellement nécessaires seront prises en accord avec les services compétents.

Dans le cas où l'entreprise responsable des désordres ne serait pas identifiée. Les travaux seront à la charge du compte prorata et imputés à l'ensemble des Entreprises.

### 3.5.8 Matériaux et matériels de récupération

Le Maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les Entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.


### 3.5.9 Contrôle en usine

Le Maître d'ouvrage a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières des Entrepreneurs ou du Fournisseur, pour procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du présent marché. Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des Fournisseurs incombent aux Entrepreneurs.

### 3.5.10 Réception et qualité des supports

Lorsqu'un ouvrage exécuté par un Entrepreneur constitue le support de la prestation d'un autre Entrepreneur, celui-ci doit réceptionner le support. La réception des supports doit être effectuée contradictoirement par les Entrepreneurs intéressés.

Aucun ouvrage (horizontal ou vertical) ne doit être exécuté sur un support jugé défectueux par l'Entrepreneur chargé dudit ouvrage.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 25 sur 49

Il doit en l'occurrence réceptionner contradictoirement le support avec l'Entreprise qui l'a réalisé et, en cas d'inaptitude à l'emploi (en particulier non-respect des tolérances), le support devra être mis en conformité aux frais de l'Entreprise responsable, l'arbitrage du Maître d'œuvre pouvant, le cas échéant, être recherché.

Faute à l'Entrepreneur de susciter cette réception, sa responsabilité sera recherchée en cas de non-conformité du produit fini.

S'il estime le support non conforme, il doit le signaler par écrit au Maître d'œuvre en temps utile et au plus tard, huit jours avant le début prévu de sa prestation, outre ces délais l'Entrepreneur sera réputé avoir implicitement validé ce dernier.

### 3.5.11 États des surfaces

Ce sont, sauf dispositions contraires, celles définies dans les DTU 59.1 : Travaux de peinture :

- Chapitre III : subjectile pour les ouvrages à peindre ou restant non peints
- Chapitre IV - article IV : classement d'aspect pour les ouvrages peints

### 3.5.12 Réservations

#### 3.5.12.1 Réservations et scellements dans le gros œuvre

Les Entrepreneurs des différents corps d'état devront prendre à leur charge et porter à la connaissance de tous, les schémas et plans des réservations, trous, passages, niches, trémies, etc... nécessaires à leurs interventions.

### 3.5.13 Scellements

Les scellements directs, par fixations mécaniques seront à la charge de chaque corps d'état intéressé, pour la mise en œuvre de ses installations sauf indication contraire inscrite aux CCTP.

Ils seront compatibles avec le support et devront permettre la finition.

Ils devront reconstituer la qualité de l'ouvrage concerné conformément aux exigences techniques, esthétiques et suivant le mode opératoire dont il relève.

### 3.5.14 Bouchements, raccords, calfeutrements

#### 3.5.14.1 Bouchements et raccords

Les bouchements et rebouchages sont systématiquement effectués en creux par l'Entrepreneur à qui ils sont nécessaires.

Les raccords de finition seront à la charge de l'Entreprise et devront reconstituer la qualité de l'ouvrage concerné conformément aux exigences techniques et esthétiques dont ils relèvent.


#### 3.5.14.2 Calfeutrement des réservations pour réseaux

Les réservations, trous, trémies pour passage de canalisations seront calfeutrés à la charge de l'Entreprise qui réalise ces réseaux.

Dans tous les cas, les caractéristiques des parois (feu, acoustique, etc...) devront être conservées.

### 3.5.15 Déchargement et montage des matériaux

Les Entrepreneurs font leurs affaires de tous les transports, approvisionnements, déchargements et manutention de leurs matériaux, matériel ou ouvrages fabriqués ainsi que des points accés, de stationnement et de déchargement, et tous types de cheminements. Il en est de même pour la descente, sortie et enlèvement des gravois.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 26 sur 49

Néanmoins ils devront respecter les zones de stockage définies dans le PIC et de prendre toutes les mesures déclaratives et réglementaires nécessaires auprès des autorités compétentes. Les frais de demande d'autorisation et d'occupation de voirie seront à la charge de l'Entreprise concernée.

### 3.5.16 Stockage des matériaux

Les ouvrages livrés sur le chantier en attente de pose devront être stockés à l'abri des intempéries et des chocs. Les conditions de stockage doivent être telles qu'elles ne subissent aucune déformation ou détérioration.

Les matériels endommagés seront échangés ou remis en état par le Titulaire et à ses seuls frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre.

Les stockages et dépôts de matériaux devront obligatoirement être effectués à l'extérieur des constructions, dans les abris aménagés par les Entrepreneurs et à leur frais et à des emplacements ayant reçu l'agrément du Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre.

Pour toute demande de stockage à l'intérieur des bâtiments, l'Entrepreneur devra solliciter l'accord du Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre, par écrit ou lors d'un rendez-vous de chantier avec réponse consignée au compte-rendu.

## 3.6 CONTROLES

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériels, matériaux et fournitures sur chantier.

Pour les matériels et matériaux conformes aux normes ou relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En cas de doute sur la conformité, le Maître d'œuvre pourra faire réaliser des essais par un Organisme de son choix, aux frais de l'Entrepreneur. Tous les essais de contrôle nécessités par les travaux ou demandés par le représentant du Concepteur ou par l'Organisme de Contrôle seront effectués par un Organisme agréé, et feront l'objet d'un Procès-Verbal qui sera diffusé aux intéressés.

Les Entrepreneurs doivent assurer les transports des échantillons, maquettes ou prototypes de l'atelier au Laboratoire ou du chantier au laboratoire sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque. Les frais de Laboratoire sont également à la charge des Entrepreneurs, et le Laboratoire et l'Ingénieur apte à effectuer les essais doivent être obligatoirement agréés par l'Équipe de Concepteurs.

Tous les matériaux et matériels défectueux ou non conformes seront immédiatement remplacés.

## 3.7 ESSAIS

Les Entreprises procéderont aux essais nécessaires à la conformité et à la salubrité des installations.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les Entrepreneurs devront effectuer, un mois au minimum avant la réception des travaux, les essais et vérifications figurants sur la liste publiée dans le document technique AQC, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.


Les résultats de ces essais et vérifications seront adressés, par écrit, au Maître d'œuvre avant la réception.

Les Entreprises devront établir et remettre en 5 exemplaires les essais AQC qu'elles auront mis en œuvre, dûment signés par le Bureau de contrôle, ainsi que les certificats d'essais et de garantie des matériels mis en œuvre.

### 3.7.1 Ouvrages traditionnels

Les essais stipulés dans les DTU, normes AFNOR, documents techniques auxquels il est fait référence dans le CCTP, sont demandés par le Maître d'œuvre, et à la charge de l'Entrepreneur qui réalise l'ouvrage.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 27 sur 49

### 3.7.2 Ouvrages non traditionnels

Tous les ouvrages et éléments d'ouvrages non traditionnels au sens administratif et des assurances devront avoir fait l'objet d'un avis technique du CSTB et avoir été acceptés par la Commission Technique de l'Assurance.

Les ouvrages devront être réalisés conformément aux prescriptions et conditions de validité de l'avis technique et des documents qui y sont annexés (en particulier cahier des prescriptions techniques).

Ils devront, en outre, respecter les conditions spéciales et limites d'utilisation formulées par la Commission Technique de l'Assurance.

Toute dérogation à ces dispositions devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Il pourra être demandé :

- La fourniture de procès-verbaux d'essais significatifs.
- La réalisation d'essais, contrôles, épreuves justifiant l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage.

Ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

### 3.7.3 Essais sur ouvrages douteux

Des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue de certains ouvrages seraient douteux ou non conformes aux documents contractuels.

Le processus de ces essais sera défini par le Maître d'œuvre après accord du Maître d'ouvrage, la présence du Bureau de contrôle pourra être demandée.

Ils seront pris en charge :

- Par l'Entreprise, si les résultats lui sont défavorables ou s'il s'avère que ces essais étaient justifiés du fait du non-respect de certaines dispositions contractuelles.
- Par le Maître d'ouvrage dans le cas contraire.


La réalisation des essais, contrôles et épreuves est effectuée en présence du Maître d'œuvre, par l'Entreprise si elle dispose des moyens suffisants ou par un Organisme spécialisé dans le cas contraire.

### 3.7.4 Essais divers

Les matériaux ou fournitures feront état d'essais vis-à-vis de leur mise en œuvre et suivant les directives inscrites à chaque CCTP : étanchéité, résistance mécanique, éclaircissement, ...

### 3.7.5 Remplacement des ouvrages défectueux

Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 28 sur 49

## 4 PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN PHASE RECEPTION DES TRAVAUX

### 4.1 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Chaque Entreprise devra le repliement de ses installations de chantier qu'elle aura mis en place pour cantonnement, clôtures, aire de stockage et tous les matériels et matériaux, y compris enlèvement des gravats, emport des bennes à déchets et nettoyage soigné de tous les déchets au droit des abords.

Remise en état du terrain au droit des zones d'implantation de la grue et du cantonnement, y compris sujétions d'extraction des massifs béton, remblaiement des trous en tout venant et compactage soigné.

L'Entreprise devra livrer les abords parfaitement nettoyés.

### 4.2 OPERATIONS PREALABLES A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Les opérations préalables au constat d'achèvement comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés.
- Les essais et contrôles.
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché.
- La constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des abords.

Ces opérations feront l'objet d'un Procès-Verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'œuvre et signé par lui-même et l'Entrepreneur.

Le Maître d'œuvre fait connaître aux Entrepreneurs ou Titulaire du marché de prononcer l'achèvement des travaux et fait connaître les réserves éventuelles nécessaires au parfait achèvement.

### 4.3 LEVEE DES RESERVES

Les visites complémentaires nécessaires, pour vérifier que les remarques formulées par la Maîtrise d'œuvre et le Bureau d'études techniques lors des réceptions des installations ont été suivies d'effets, sont à la charge des Entreprises.

### 4.4 DOE

Quinze jours avant la date fixée pour les O.P.R, chaque Entreprise devra obligatoirement fournir à l'équipe de Maîtrise d'œuvre les plans de recollement des ouvrages exécutés, les essais AQC ainsi que les notices d'utilisation, d'entretiens et certificats de garantie spécifiques aux matériels mis en œuvre.


Ce dossier d'ouvrages exécutés (DOE) sera fourni en 3 exemplaires sur support de type clé USB et transmis par Mail sous format numérique PDF et compatible avec Autocad.

Le dossier devra comprendre :

1) Les documents graphiques :

- Plans d'exécution (récolement).
- Plans de fabrication (récolement).
- Plans d'implantation.
- Plans de détails (récolement).
- Schémas de réalisation.
- Plans de repérage de tous les réseaux, y compris extérieurs et publics.

Les plans devront faire apparaître les zones de remblaiement, les réseaux conservés, le nivellement du terrain, etc...

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 29 sur 49

## 2) Les documents écrits :

- Toutes les notes de calculs.
- Toutes les fiches produits et fiches techniques.
- Tous les certificats et PV techniques.
- Tous les rapports d'autocontrôles et PV d'essais.
- Toutes les attestations.
- Tous les bons de garanties.
- Tous les PV de matériaux utilisés.
- Toutes les documentations de matériaux et produits utilisés.
- Tous les documents commerciaux (catalogue, photo, etc...).
- Attestations d'assurances particulières pour les produits ne bénéficiant pas d'avis techniques.
- L'ensemble des annexes aux fiches BAR.
- Les plans des ouvrages exécutés plan d'implantation, détails.
- Les PV le cas échéant.
- La liste de tous les matériaux utilisés avec le nom et l'adresse des Fabricants, du Distributeur, les références, etc...
- Tout document ayant exigé l'établissement d'un VISA.
- SOGED, Certificats d'acceptation, récépissé de Déclaration Préalable pour le transport des déchets, autorisation ADR le cas échéant, contrat établi avec les éco-organismes le cas échéant, certificats « qualité » des gestionnaires de déchets, copie de l'ensemble des pièces du registre déchet, BSD et tout autre document permettant d'établir la gestion des déchets sur le site ainsi que leur traçabilité hors du site.
- Plan de retrait Amiante.

## 3) les supports informatiques :

- Plans mis à jour en version Autocad sur fichier DWG (sur CD) ou équivalent.

## 4) les documents pour la Commission de Sécurité :

Listes non exhaustives.

## 4.5 PRESENTATION DES DOE

Page de garde indiquant "Dossier DOE", la date de production, le nom de l'opération, le N° et titre du Lot technique traité.


Sommaire des pièces composant le dossier DOE avec la liste complète des plans (avec n° et titres) et la liste complète des documentations des matériels et fiches techniques.

Plans des ouvrages exécutés, avec sur le cartouche de chacun des plans, mentionné "DOE", la date et le nom de l'Entreprise auteur du DOE.

## 4.6 DIUO

Les DIUO mettent en évidence les éléments suivants :

- Fiches et notices d'entretien.
- Notices de fonctionnement.
- Documents des matériaux, produits et matériels utilisés.
  - Une liste de pièces de rechange de première nécessité à approvisionner par le Maître d'ouvrage.
  - Les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de l'utilisation et de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission.
- Autres éléments indiqués comme devant être intégrés dans les DIUO suivant pièces écrites élaborées par le Coordonnateur SPS.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 30 sur 49

## 4.7 FORMATIONS


Les Entrepreneurs devront prévoir dans leur prix, la réalisation de toutes les formations à l'utilisation de leur matériel à l'attention des Personnels utilisateurs finaux et techniques.

## 4.8 GARANTIES

Les périodes de garanties des matériels, matériaux et ouvrages prennent effet à compter de la date de réception des ouvrages prononcée sans réserve ou à la date de levée des réserves si celles-ci concernent l'ouvrage garanti.

Pendant la période de garantie, les Entrepreneurs devront assurer la remise en état des malfaçons et vices cachés ou autres même si ceux-ci n'apparaissent qu'après la réception.

Les garanties des Entrepreneurs couvriront également et dans les mêmes conditions toutes les fournitures qu'ils sous-traiteront.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 31 sur 49

## 5 HYGIENE ET SECURITE

Chaque Entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des Travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police, de voirie ou autres.

Il est pleinement responsable de la sécurité de ses Travailleurs quels que soient les accidents provoqués par un défaut de conception, de réalisation ou d'emploi des ouvrages provisoires (dispositifs de sécurité, barrières, garde-corps, garde pieds, filets de protection, ceinture de sécurité, etc...) ou un défaut d'emploi des engins, machines et outils par le Personnel.

Tous les frais en découlant pour l'Entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

Pour la concrétisation de toutes ces dispositions, et ce avant la fin de la période de préparation du chantier, chaque Entreprise est tenue de fournir son plan de prévention en cohérence avec la présente notice d'hygiène et de sécurité.

La mise en place des moyens et protections de sécurité nécessaires sera réalisée conformément aux instructions du PGCSPP établi par le Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'ouvrage.

Réglementation applicable dans l'exécution des travaux :

- Code du travail, règlement d'hygiène et de sécurité.
- Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiments et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des Travailleurs.
- Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.


### 5.1 IDENTIFICATION DES PERSONNELS DE L'ENTREPRISE

Les entrepreneurs devront fournir une liste nominative des personnels travaillant sur le chantier. Cette liste sera mise à jour quotidiennement et sera communiquée au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage. Chaque Personnel portera une tenue reconnaissable un badge d'identification sur lequel seront indiqués le nom et l'adresse du chantier, ses nom et prénom, le nom de sa société.

Toute personne ne portant pas ce badge sera exclue du chantier.

En tout état de cause les entreprises devront se conformer aux conditions d'accès du Conservatoire :

- Envoyer la liste des compagnons sur site au préalable ;
- Ils doivent être identifiables (badges, vêtements logotés, etc ...) ;
- En tenue de travail pour tout déplacement dans l'établissement (pas de tenue civile ne permettant pas d'authentifier le statut du compagnon, survêt /baskets à éviter) ;
- Pour les compagnons accès obligatoire par le PC sécurité (repère n°3 sur le plan joint), pour remplir le registre d'entrée / sortie (classeur rouge) ;
- Un accueil sécurité est à prévoir au PC sécurité avant le début du chantier (environ 15 minutes) ;
- Prendre connaissance de la procédure de consignation électrique ;
- Tout chargement / déchargement de matériel se fait par le quai (repère n°4) en présence d'un APS. Si cette opération s'avère trop longue, et afin de ne pas mobiliser un agent trop longtemps, le déchargement se fait en deux temps, le matériel est d'abord stocké sur le quai (pas d'accès au bâtiment), après fermeture des grilles le stock peut entrer dans l'Etablissement ;

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 32 sur 49

- L'entreprise doit anticiper son besoin matériel pour le chantier, et accéder avec tout l'équipement nécessaire, le but étant d'éviter les ouvertures abusives du quai par un APS (on n'ouvre pas les grilles pour récupérer un pot de peinture ...);
- Pour l'accès au parking Avenue du Nouveau conservatoire :

Informations minimales, 48h00 à minima à [parking@cnsmdp.fr](mailto:parking@cnsmdp.fr) et [cnardecchia@cnsmdp.fr](mailto:cnardecchia@cnsmdp.fr) :

- ✓ L'identité du demandeur ;
- ✓ L'identité du responsable de l'opération sur site / n° de téléphone ;
- ✓ Date ;
- ✓ Horaires probables ;
- ✓ Le motif (livraison, enlèvement, etc ...) et le chantier en cours
- ✓ L'identité de l'entreprise réalisant les travaux ou du prestataire ;
- ✓ Le type de véhicule et son immatriculation.

## 5.2 EPC ET EPI

L'ensemble des équipements de protection collectifs et individuels nécessaires sera fourni et mis en place par les entreprises.

## 5.3 TRAVAUX EN HAUTEUR

Tous travaux temporaires en hauteur devront être réalisés dans le respect des règles établies dans le décret n°2004-924 du 1er septembre 2004, ainsi que dans les arrêtés du 21 décembre 2004 et du 1er mars 2004 relatifs aux vérifications des échafaudages et aux appareils de levage des personnes. Le recours à ces interventions doit être subordonné, par le décret, à la mise en œuvre d'un certain nombre d'obligations en matière d'organisation du travail et à une formation adaptée. Les entreprises devront garantir notamment que le Personnel employé a bien été formé à cette fin et qu'il interviendra sous la direction d'une personne compétente. Ces travaux devront être indiqués dans le PPSPS et soumis au CSPS.

## 5.4 SECURITE INCENDIE


La sécurité de chantier est due par chaque Entrepreneur. Un permis au feu sera réalisé chaque jour au PC sécurité du CNSMDP

## 5.5 SPECIFICATIONS DUES AUX TRAVAUX DANS UN BATIMENT OCCUPE

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux Occupants, les Entrepreneurs devront prendre toutes dispositions pour leur permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées. Toutes dispositions à prendre pour réduire les nuisances inévitables concernant notamment :

- Les Ouvriers et leur nombre intervenant dans un même espace.
- L'outillage, les appareils et machines utilisés.
- Le mode d'exécution des travaux.
- Les protections mises en place.
- Le nettoyage journalier, aspirateur industriel à utiliser à proximité immédiate de la source de poussière.
- Les branchements électriques dans l'établissement est strictement interdit. Seules les installations provisoires de chantier pourront être utilisées.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 33 sur 49

Les accès au bâtiment devront toujours rester accessibles. Les zones au droit de ces accès qui pourraient nécessiter une condamnation provisoire et nécessairement sur de très courtes durées devront faire l'objet d'une demande en validation préalable auprès du Coordonnateur SPS, de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre. Les Entreprises devront prévoir, tous moyens humains et matériels afin de respecter cette consigne.

## 5.6 NUISANCES

Les travaux se feront pendant les heures prévues aux règlements en vigueur de la lutte contre le bruit. Les moteurs d'engins ou machines, outils seront équipés conformément aux arrêtés interministériels du 11 avril 1972 afin d'éviter la pollution par les poussières.

De plus en raison de la nature de l'établissement, les travaux sont donc à prévoir sous contraintes acoustiques. Les nuisances sonores sont restreintes après 10h00. La Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'interrompre les travaux en cas de trop fortes nuisances.

Lors des congés d'été et de Noël, les contraintes sonores seront levées.

L'Entrepreneur réalisera dans les meilleures conditions possibles les travaux qui lui incombent. Il veillera en particulier à créer le moins possible de perturbations et sera dans l'obligation de réparer l'ensemble des dommages que son activité pourrait induire.


## 5.7 AMIANTE

Le Maître d'ouvrage a fait établir les Diagnostics « Amiante » de chaque bâtiment avant réalisation des travaux. Ces Diagnostics sont joints au présent dossier. L'Entreprise est tenue d'en prendre connaissance et de se conformer aux prescriptions indiquées en ce qui concerne ses différentes interventions.

## 5.8 REGLEMENTATION


Les études, la qualité des installations, la qualité des matériaux et les modes opératoires, seront à réaliser selon les normes françaises, les règles de l'art, les réglementations et textes en vigueur au jour de la soumission et notamment :

- Note de la Direction Générale du Travail du 05/12/2017 définissant le cadre juridique applicable aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4 – Mesurage des empoussièrtements – Références aux campagnes CARTO Amiante et FEDENE – Précisions concernant les dispositions réglementaires applicables à certaines interventions.
- Décret du 09/05/2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations.
- Décret du 13/01/2017 relatif à la création de la commission d'évaluation des innovations techniques de PRESCRIPTIONS dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment.
- Loi El KHOMRI (loi du travail – Août 2016), l'article 113 de la loi crée l'article 4412-2 sur le repérage avant travaux en matière d'amiante.
- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des opérateurs de repérages (y compris état de conservation) et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis.
- Conseil d'état (décembre 2015) relatif à l'annulation partielle de la réglementation relative à l'exposition des travailleurs de moins de 18 ans aux poussières d'amiante.
- Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 définissant les modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 34 sur 49

- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23/02/12 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques amiante et l'arrêté du 14/12/12 fixant les certifications des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante.
- Décret 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans.
- Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste A et B (modification des arrêtés du 12 décembre 2012).
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C et contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de préventions et aux moyens de protections collectifs à mettre en œuvre par les Entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protections individuelles utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesure des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante.
- NF X 46-010 août 2012.
- NF X 46-011 août 2012.
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Diaporama décret du 4 mai 2012 relatif au risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- NF X 46-021 août 2010.
- Instruction DGT 2001/10 du 23 novembre 2011 relative aux mesures à mettre en œuvre en matière de prévention de l'exposition à l'amiante au cours de la période transitoire précédant la réforme réglementaire consécutive aux avis de l'ASFSET et aux résultats de la campagne META.
- Recommandations de la CNAMTS.
- Guide ED 6091 de l'INRS qui rassemble l'ensemble des préconisations que les Entreprises se doivent d'appliquer au regard des récentes conclusions des pouvoirs publics sur l'amiante.
- Code de la Santé Public.
- Code du Travail.
- Code de l'Environnement.
- Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN).

Liste non exhaustive.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 35 sur 49

### 5.8.1 Intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante

Avant tout démarrage des travaux, un mode opératoire ou plan de retrait pour chaque processus sera établi par l'Entreprise titulaire et comprendra à minima :

- La nature de l'intervention.
- Les matériaux concernés.
- La fréquence et les modalités de contrôle :
  - o Du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre.
  - o Du respect de la VLEP.
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques.
- Les notices de poste.
- Les caractéristiques des équipements utilisés.
- Les procédures de décontamination.
- Les procédures de gestion des déchets.
- Les durées et temps de travail déterminés.

Le mode opératoire ou plan de retrait sera transmis à l'Inspection du Travail et aux Agents de la CARSAT :

- Dans le ressort territorial du chantier avant la 1ère mise en œuvre du mode opératoire.
- Dans le ressort territorial de l'établissement pour les fois suivantes.

Dans le cas où l'intervention durerait plus de 5 jours, l'Employeur inclus dans son mode opératoire ou plan de retrait :

- Le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention.
- La localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement.
- Les dossiers techniques (repérages).
- La liste des travailleurs impliqués.

## 5.9 PROTECTION ET PRESERVATION DES USAGERS

### 5.9.1 Sécurité générale extérieure

Pendant toute la durée de l'exécution des travaux, les Entrepreneurs devront prendre les mesures nécessaires et spéciales pour assurer la protection efficace des passages et la sécurité parfaite des Usagers, la sécurité concernant les propriétés riveraines, les voies publiques et internes.

Notamment, les Entrepreneurs auront la charge d'établir tous trottoirs, panneaux, clôture, planchers, auvents, bâches, et tous autres éléments tendant à la protection des Passants, Visiteurs, et de toutes Personnes concourant à la démolition des ouvrages, contre la chute des matériaux et pour éviter tout accident.


Les sorties de chantier doivent être signalées par la pose de panneaux réglementaires, de part et d'autre de ces sorties aux distances imposées par les règlements, et nettement dégagées de tout obstacle gênant la visibilité.

Compris toutes les demandes d'autorisation, telles que :

- Arrêté de mise en place de signalisation provisoire.
- Déclaration de travaux aux concessionnaires, etc...

### 5.9.2 Bruit

Obligation de prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter l'émission de bruits (aériens et solidiens).

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 36 sur 49

### 5.9.3 Poussières

Les Entreprises devront mettre en œuvre tous les dispositifs afin d'atténuer les poussières générées par les phases de chargement et évacuation des gravats.

Les Entreprises devront arroser, à sa charge, les matériaux afin de limiter l'envol des poussières et dotera ses camions de bâches.

Elles communiqueront leurs besoins en alimentation d'eau suffisante dans le cadre du compte prorata pour la mise en place des robinets de puisages. Dans le cas où le débit serait insuffisant, l'Entreprise mettra en place une citerne.

## 5.10 GESTION DU RISQUE RELATIF AUX SILICES CRISTALLINES ALVEOLAIRES

Dans le cadre de la transcription dans le droit français du caractère cancérigène des procédés émettant de la silice cristalline alvéolaire par l'arrêté du 26 octobre 2020 d'application au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les Entreprises doivent l'intégration de ce curseur dans leurs analyses des risques et en détailler les mesures de protections collectives et individuelles mises en œuvre.

Cette gestion devra être modélisée par la transmission de ses méthodologies d'intervention afférentes à la Maîtrise d'œuvre et leur intégration à son PPSPS pour validation préalable par le Coordonnateur SPS.

## 5.11 PROTECTION DES OUVRAGES

### 5.11.1 Contre le vol

Les Entreprises prévoiront tout élément utile en guise de protection contre les risques de vol et de détournement, jusqu'à la réception des travaux. Aucun coût ne pourra être répercuté aux frais du Maître d'ouvrage.

### 5.11.2 Contre les risques de détérioration

#### 5.11.2.1 Existants

Les Entrepreneurs devront assurer la protection efficace et le maintien des ouvrages, équipements, branchements et réseaux existants, en plus de ses propres travaux et matériels installés ou entreposés et autres prestations fournies.

De manière générale, les Entrepreneurs sont responsables vis-à-vis des tiers et jusqu'à la réception des travaux, du maintien en bon état de tous les éléments de toutes natures affectés par ses travaux.

Tous ouvrages détériorés (dont épaufrures, rayures, etc...) ou modifiés seront automatiquement refusés par le Maître d'œuvre tant qu'ils n'auront pas été repris et/ou changés pour obtenir une finition dans les règles de l'art.


Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans antipoussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le Maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition en début de travaux.

Dans le cas contraire, les Entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 37 sur 49

### **5.11.2.2 Prise en charge des frais de protection des existants**

Tous les frais consécutifs aux mesures nécessaires et réclamées de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises.

### **5.11.2.3 Protection des réalisés**

Les Entrepreneurs de revêtements de sol devront assurer la protection de leurs revêtements de sol jusqu'à la réception.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les Entrepreneurs respectifs.

### **5.11.3 Contre les intempéries**

Chaque Entrepreneur doit protéger ses matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries.

### **5.11.4 Gardiennage**

Le titulaire du lot 1 étanchéité prévoira dans son offre la mise en place d'un système de vidéosurveillance relié au PC sécurité du Conservatoire pour sécuriser les installations de chantier et plus particulièrement la sapine d'accès en toiture.

### **5.11.5 Protection des ouvrages d'assainissement**

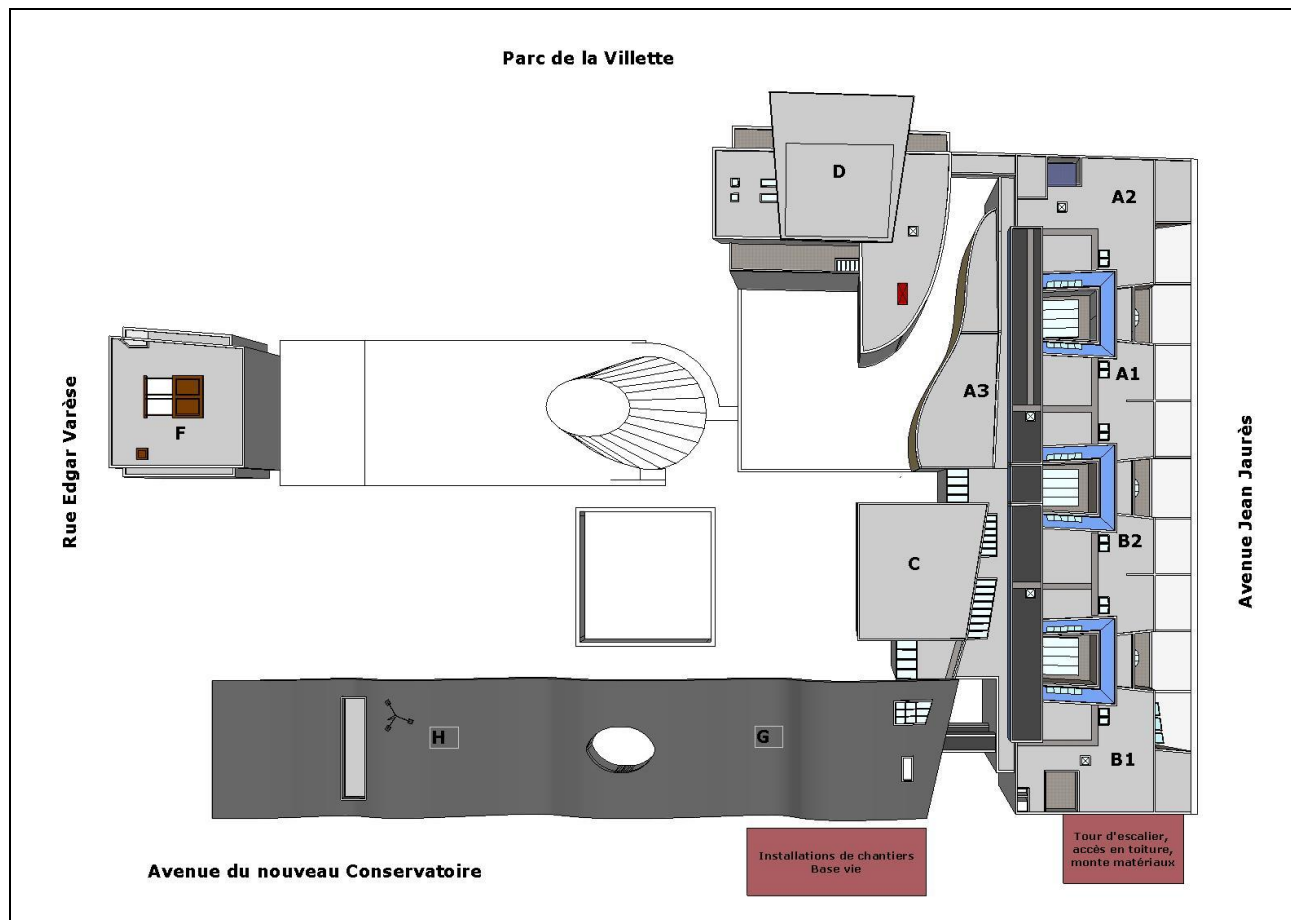
Les réseaux d'égout en place ne sauraient en aucun cas servir d'exutoire au lavage des véhicules et bennes de béton, ainsi qu'au rejet d'huiles de vidange, hydrocarbures et autres produits.

Les Entrepreneurs seront tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les obturations des ouvrages d'assainissement en place soit par les coulées de boues et graviers résultant des travaux faisant l'objet de leur marché soit par des déchets de chantier.

Tout déversement accidentel, toutes obturations, devront être immédiatement signalés au Maître d'Œuvre qui fera effectuer les travaux de remise en état et de nettoyage aux frais de l'Entreprise générale.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	IPH INGÉNIERIE
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 38 sur 49


## 5.12 INSTALLATIONS DE CHANTIER ET BASE VIE



### Zone d'installation de chantier Avenue du Nouveau Conservatoire

Dès l'approbation du marché, pendant la période de préparation, les entreprises devront communiquer au titulaire du macro-lot 1, leurs besoins en installation du chantier pour la rédaction du PIC et leurs besoins en électricité et eau selon phasage à définir sur lequel devront figurer :

- Les circuits et emplacements des stockages des approvisionnements.
- L'emplacement des baraques de chantier.
- L'emplacement de la tour d'escalier d'accès en toiture.
- L'emplacement de la remorque échelle télescopique (monte matériaux).
- L'emplacement des points de branchements aux sources d'énergie (eau, électricité).
- L'accès et voies de circulation, dont ceux réservés aux Usagers.
- Les clôtures et panneaux de chantier.
- Les installations sanitaires, réfectoires et vestiaires mis à disposition des Ouvriers.
- Tous les matériels nécessaires à la réalisation du chantier.
- Les contraintes du site (accès, parcelle, circulations, bâtiments voisins, ...).
- Les voiries de chantier, zones de stationnement et les cheminements provisoires.
- Les installations d'hygiène règlementaires pour le personnel employé sur le chantier pour tous les professionnels confondus.
- L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie.
- L'emplacement de points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier.
- L'organisation de la gestion des déchets.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 39 sur 49

- Les zones de mise en dépôt provisoire des déchets et gravats avant leur enlèvement.
- Etc...

Après approbation des plans par le Maître d'œuvre et le CSPS, L'entreprise procèdera à la réalisation de toutes ses installations dans la limite de sa prestation. Un plan d'installation de chantier sera établi pour chacune des phases.

L'installation de chantier sera conforme à la réglementation, en prenant en compte les évolutions dues à la Covid19, y compris les frais liés aux droits de voirie et divers.

Les installations de chantier sont dues pour la durée globale du chantier.

L'installation de chantier et les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions du CSPS.

#### 5.12.1 Spécificités de l'accès en toiture

L'entreprise prévoira dans son offre l'installation d'une tour d'escalier d'accès en toiture Avenue du Nouveau Conservatoire (Cf. plan ci-dessus) y compris toutes les sécurités collectives en périphérie des toitures conformément au PGC. Afin d'éviter toutes intrusions, la tour d'escalier sera fermée en partie basse et sur une hauteur d'au moins 4m par des panneaux de type Bac acier et la pose de filets sur toute la partie supérieure. L'accès à la tour d'escalier se fera par le biais d'une porte acier, fermeture trois points avec cylindre européen.

L'acheminement des matériaux se fera à l'aide échelle télescopique électrique. Hauteur de travail 37m et charge utile 300Kg. La remorque devra être repliée et évacuée chaque jour

#### 5.12.2 Maintien des installations

L'entreprise doit organiser, maintenir et entretenir durant toute la durée du chantier et jusqu'à la mise à disposition des ouvrages au Maître d'ouvrage :


- La clôture opaque de chantier.
- La voirie provisoire de chantier.
- Les aires de stockage et de tri des déchets.
- Les aires d'accès.
- Le bureau de chantier (y compris table, chaises, casiers à plans, tableau, téléphone, accès internet, climatisation).
- L'ensemble des protections collectives.
- Les aires de stockage des matériaux, etc...
- Les éventuels baraquements de stockage du matériel, des magasins, etc...
- Toutes les installations annexes éventuelles.
- La surveillance de l'ensemble des ouvrages et des matériels nécessaires à la bonne exécution des travaux.
- 

L'Entreprise est tenue d'inclure dans ses prix unitaires, ses frais d'installation nécessaires à la bonne marche de ses travaux.

Chaque Entrepreneur est responsable de la sécurité d'ensemble conformément au droit commun.

L'entreprise doit prendre toutes dispositions utiles pour que les installations de chantier soient maintenues en place de façon permanente, qu'elles ne soient pas démontées et ne soient pas dégradées.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 40 sur 49

### 5.12.3 Panneau de chantier

Le panneau de chantier sera conforme aux normes en vigueur et agréé par le Maître d'ouvrage. Il comportera les indications réglementaires (y compris les systèmes de fixation nécessaires).

Selon un modèle fourni par la Maîtrise d'œuvre, il sera de dimensions 2.00 m x 2.00 m et devra reprendre au minimum les informations suivantes :

- Nom et logo du Maître d'ouvrage.
- Nature de l'opération.
- Numéro de la Déclaration Préalable et indications réglementaires.
- Nom et logo des Maître d'œuvre, Bureaux d'études, Coordonnateur SPS, Bureau de contrôle, Entreprise générale, Sous-traitants, ...).
- Liste des Intervenants.
- Interdiction d'accès aux Personnes étrangères.
- Port des EPI obligatoires, (casques, gants, etc...).

Composition du panneau de chantier :

- Ossature en bastaings assemblés avec contreventements, compris terrassements et fondations par plots de béton (l'ensemble devra résister au vent).
- Un panneau en contre-plaqué hydrofugé ou matière plastique.
- Impression numérique inaltérable.

Il doit en assurer la maintenance pendant la durée des travaux et l'enlèvement après coup.

### 5.12.4 Branchements provisoires d'électricité


Prévoir toutes fournitures, mise en œuvre et raccordement sur le réseau EDF, raccordement électrique pour alimentation du chantier en courant 220 volts triphasé et 380 volts triphasé y compris toutes sujétions pour :

- Branchement sur réseau existant ou public et comptage selon autorisations fournies par la Maîtrise d'ouvrage et toutes démarches administratives afférentes.
- Réseau de distribution.
- Tableaux de chantier à l'abri des intempéries, avec disjoncteur, dispositifs de coupures, etc... : nombre suivant nécessités du chantier
- Boîtiers de connexions et socles de prise étanches : nombre suivant nécessités du chantier
- L'éclairage extérieur (zone de cantonnement, zone de stockage, zone chantier, ...).
- Raccordement des locaux du cantonnement (bureau de chantier, sanitaires, réfectoire et vestiaires).
- Éclairages provisoires normaux et de sécurité de tous locaux et de toutes les circulations intérieures et extérieures au bâtiment, conformément à la réglementation, dont les prescriptions de OPPBTP. Pour les aires de travail un minimum de 200 lux doit être assuré.
- Entretien, démontage et enlèvement en fin de chantier.

Le titulaire du lot 1 devra également toutes les formalités de contrôle de ses installations par un Organisme agréé ainsi que la vérification et l'entretien régulier par une Personne habilitée. Une copie du PV de contrôle des installations devra être laissée à la base-vie et être transmise au Maître d'ouvrage, au Coordonnateur SPS ainsi qu'à la Maîtrise d'œuvre.

Il n'est pas prévu d'installation de ligne téléphonique fixe. Utilisation de téléphones portables par chaque Entreprise.

Aucun système de chauffage d'appoint au gaz ne sera admis dans les locaux de la base-vie et dans la zone travaux.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 41 sur 49

### 5.12.5 Alimentations provisoires en eau potable

Le titulaire du lot 1 doit l'installation de l'eau courante pour l'ensemble des installations base-vie du chantier et ce jusqu'à la réception des travaux pour l'ensemble des lots techniques. Les points de branchements devront être décidés en accord avec la Maîtrise d'ouvrage.

La prestation comprend la fourniture et pose d'un compteur d'eau avec relevé de départ à relever et acté au compte-rendu. La gestion du maintien en l'état du réseau et des consommations afférentes.

L'ensemble des points d'eau de la base-vie devront bénéficier d'unités de chauffe permettant l'accès à l'eau chaude mitigée aussi bien dans les sanitaires que dans le réfectoire.

Le compteur devra être relevé une fois par mois et en fin de chantier.

Prévoir toutes fournitures, mise en œuvre et raccordement de canalisations de diamètre approprié pour l'alimentation du chantier et des appareils sanitaires. Y compris toutes sujétions pour :

- Branchement sur réseaux existants.
- Compteur divisionnaire.
- Attentes après compteur avec vannes d'arrêt.
- Piquages en attente pour branchement de chantier avec vannes d'isolement.
- Plusieurs piquages suivant localisation des travaux + 1 piquage pour cantonnement.
- Regards provisoires pour branchement des équipements du cantonnement et branchements.
- Raccordement de l'ensemble sur réseau existant.
- Mise à disposition jusqu'à la fin du chantier.
- Entretien et réfection pendant la durée du chantier.


### 5.12.6 Branchements provisoires EU, EV et EP

Le titulaire du lot 1 doit la fourniture et branchement des raccordements eaux usées, eaux vannes et eaux pluviales de l'ensemble des installations de chantier. Les points de branchement devront être décidés en accord avec la Maîtrise d'ouvrage.

La prestation comprend toutes les demandes administratives préalables.

Prévoir toutes fournitures, mise en œuvre et raccordement de canalisations de diamètre approprié pour l'alimentation du chantier et des appareils sanitaires. Y compris toutes sujétions pour :

- Branchement sur réseaux existants.
- Regards provisoires pour branchement des équipements du cantonnement et branchements.
- Raccordement de l'ensemble sur réseau existant.
- Mise à disposition jusqu'à la fin du chantier.
- Entretien et réfection pendant la durée du chantier.
- La prise en compte des charges d'exploitation passant sur les réseaux.
- Le dimensionnement.
- La surveillance du maintien de l'intégrité du réseau.
- Les réparations éventuelles nécessaires au maintien en fonction.
- La dépose en fin de chantier de l'ensemble du réseau, y compris nettoyage.
- La fermeture propre et respectant les caractéristiques techniques du ou des point(s) d'accès au réseau en fin de chantier (notamment les charges d'exploitation en cas de passage sous-voierie).
- Le repli en fin de chantier de l'ensemble des équipements mis en place pendant le chantier.
- L'ensemble des éventuelles reprises de voirie et/ou de terrain utilisé.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 42 sur 49

### 5.12.7 Bureau de chantier

Dès le commencement et pendant toute la durée du chantier, un bungalow sera mis à la disposition des Ouvriers. Ce local pourra servir de salle de réunion mais ne pourra en aucun cas être confondu avec le local réfectoire ou vestiaire. Les réunions de chantier devront pouvoir continuer pendant les périodes de pause et de restauration des Salariés sans en impacter le bon déroulement.

Il devra être dimensionné pour que l'équipe de Maîtrise d'œuvre puisse en bénéficier.

Il devra être équipé de tout le mobilier et de toutes les installations nécessaires notamment au bon déroulement des réunions de chantier pendant toute la durée des travaux : chaises, tables, chauffage, éclairage, panneau d'affichage ainsi que d'une armoire où seront déposées toutes les pièces du marché ainsi que celles élaborées pendant l'exécution, y compris l'ensemble des PPSPS de l'Entreprise.

Si passée la date d'expiration de la période de préparation des travaux, le local n'est toujours pas mis en place, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de le faire installer par une Entreprise spécialisée de son choix et d'en faire supporter les frais à l'Entreprise défaillante.

L'entretien et le nettoyage de ce local seront assurés par l'Entrepreneur.

L'emplacement et les spécificités seront à définir en liaison avec la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

### 5.12.8 Vestiaires de chantier


Le Mandataire du macro Lot 1, pendant toute la durée du chantier, la mise en place d'un bungalow vestiaires, suffisamment chauffé, éclairé et dimensionné conformément à la réglementation en vigueur, y compris réglementation incendie. Chaque Ouvrier devra pouvoir bénéficier d'un casier fermant à clé afin d'y stocker ses affaires personnelles. Chaque installation de casier devra être éloignée entre elles afin de permettre une utilisation en conservation des distanciations nécessaires à la lutte contre la pandémie à la Covid-19.

L'entretien de l'ensemble sera assuré par Le gestionnaire du compte prorata. Le contrat d'entretien sera à fournir en début de chantier. Si la Maîtrise d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur SPS fait état de l'émanation d'odeur dérangeante ou d'un état de saleté apparente, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser le nettoyage par une Entreprise spécialisée de son choix et d'en faire supporter les frais à l'Entreprise défaillante.

### 5.12.9 Réfectoire de chantier

Le mandataire du lot 1 doit, pendant toute la durée du chantier, la mise en place d'un bungalow réfectoire, suffisamment chauffé, éclairé et dimensionné conformément à la réglementation en vigueur, y compris réglementation incendie. L'ensemble des Ouvriers devront pouvoir s'asseoir pour manger, faire réchauffer leur repas et nettoyer leurs ustensiles. Tout équipement de cuisson ou de conservation au froid dégradé ou présentant un état sanitaire vétuste ne sera pas autorisé sur le site. Les installations devront permettre le nettoyage des ustensiles et bénéficier d'un point d'eau alimenté en eau chaude sanitaire.

L'entretien de l'ensemble sera assuré par le gestionnaire du compte prorata. Le contrat d'entretien sera à fournir en début de chantier. Si la Maîtrise d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur SPS fait état de l'émanation d'odeur dérangeante ou d'un état de saleté apparente, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser le nettoyage par une Entreprise spécialisée de son choix et d'en faire supporter les frais à l'Entreprise défaillante.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 43 sur 49

#### 5.12.10 Sanitaires de chantier

Le Mandataire du macro Lot 1 doit, pendant toute la durée du chantier, la mise en place d'un bungalow sanitaire comportant :

- Point d'eau.
- WC.
- Douche(s).

L'ensemble sera dimensionné suivant la réglementation en vigueur, suffisamment chauffé et éclairé.

L'alimentation des points d'eau, notamment pour la douche et le lavage des mains devront bénéficier d'une alimentation en eau chaude sanitaire. L'entretien de l'ensemble sera assuré par le gestionnaire du compte prorata. Le contrat d'entretien sera à fournir en début de chantier. Cette installation devra être disposée au plus proche des installations de vestiaires.

Si la Maîtrise d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur SPS font état de l'émanation d'odeur dérangeante ou d'un état de saleté apparente, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser le nettoyage par une Entreprise spécialisée de son choix et d'en faire supporter les frais à l'entreprise

#### 5.12.11 Clôtures de chantier

Les clôtures de chantier seront posées au cours de la période de préparation de chantier, empêchant ainsi l'accès de toute personne étrangère au chantier.

L'Entreprises tenue d'assurer les clôtures provisoires du chantier ainsi que l'installation de la zone de stockage sur tout le périmètre du terrain utilisé suivant plans.

Cette clôture devra être maintenue durant toute la phase de chantier, et enlevée au frais de l'entreprises, après accord de la Maîtrise d'œuvre.

La fermeture devra néanmoins être efficace, avec éventuellement une demande d'occupation de ces clôtures sur le domaine public.

La prestation comprend :


- Le balisage et panneauage de la zone.
- La fourniture et mise en œuvre des clôtures à âme pleine, suivant règle de l'urbanisme en vigueur sur site à définir, sur plots et maintenues jointivement.
- L'ensemble devra être fermé à clé.
- Le nettoyage régulier de la zone.

Celles-ci seront mises en œuvre aussi bien sur le pourtour de la façade où des reprises de briquettes sont à effectuer ainsi qu'au niveau des différentes zones où des travaux d'étanchéité seront à effectuer.

#### 5.12.12 Zone de stockage - Barriérage

Le mandataire lot 1 doit l'installation de la zone de stockage suffisamment dimensionnée pour l'ensemble des corps d'état. La prestation comprend :

- Le balisage et panneauage de la zone.
- La fourniture et mise en œuvre des clôtures à âme pleine, suivant règle de l'urbanisme en vigueur sur site à définir, sur plots et maintenues jointivement.
- L'ensemble devra être fermé à clé.
- Le nettoyage régulier de la zone.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 44 sur 49

### 5.12.13 Convention de mise à disposition

En cas de mise à la disposition des installations de chantier, il sera établi une convention d'utilisation de ces installations.

Ce document a pour objet de définir les conditions de transfert de responsabilité pour l'utilisation des ouvrages tels qu'échafaudages, passerelles de sécurité, matériel de levage, etc...

Il comprend :

- La description des installations.
- Les conditions de mise à disposition.
- Les conditions d'utilisation.
- Les modalités et la fréquence d'entretien.
- La durée d'intervention.
- Etc...

### 5.12.14 Moyens d'approvisionnement

Les Entrepreneurs devront fournir et mettre en œuvre tous moyens de levage nécessaires à l'amenée et repli du matériel et des matériaux. Ces installations devront être étudiées afin d'occuper un empattement le plus faible possible (lift, etc...) ou encore afin de minimiser le délai de mobilisation des voiries (moyen de levage mobile).

Les Entrepreneurs auront à leur charge la dépose et la repose à l'identique en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage de tous les éléments gênants pour la bonne exécution de leurs ouvrages tels que potences, mâts, antennes.

### 5.12.15 Engins de levage

Tout appareil de levage, avant d'être installé sur le chantier, sera vérifié par un Organisme agréé. Le rapport de Visite Générale Périodique sera obligatoirement remis au Maître d'œuvre. Tout appareil de levage mobile est soumis à la même obligation.

Les entreprises devront prévoir tous les moyens de levage appropriés aux ouvrages à construire et aux capacités des zones de circulation.


### 5.12.16 Opérations de grutages

Les travaux nécessiteront des prestations de grutages, à minima pour l'évacuation des gravois des toitures ou le déplacement d'équipements techniques.

Les prestations de grutages comprendront :

- La détention des autorisations d'occupations de la voie publique préalablement à l'intervention.
- La détention des éventuelles autorisations liée à un convoi exceptionnel.
- La neutralisation à minima la veille du grutage des places de parking.
- En coordination avec le CSPS l'examen d'adéquation avec l'Entreprise de grutage.
- La coordination de l'évacuation des bennes de chargements et d'évacuations le jour même de l'intervention.

Aucun stockage ne sera autorisé en pied de bâtiment.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 45 sur 49


## 5.13 ÉCHAFAUDAGES

La mise en place d'échafaudages périphériques n'est pas prévue au marché

## 5.14 GESTION DES DECHETS

### 5.14.1 Normes et réglementations

- Circulaire DPPR du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics.
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Elle définit la notion de déchet ultime et stipule qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002, seuls ces déchets pourront être mis en centre d'enfouissement technique.
- Code de l'environnement et notamment sa Partie Législative, Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre 1er : installations classées pour la protection de l'environnement (articles L.511-1 à L. 517-2) et Titre IV : Déchets (articles L. 541-1 à L. 542-14),
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.
- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.
- Décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets (JO du 06/08/98).
- Circulaire du 15/12/00 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP) BO/MATE n° 2000-03 du 20/03/00.
- Recommandation n° t2-2000 aux maîtres d'ouvrages publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment préparée par le GPEM « travaux et maîtrise d'œuvre » et adoptée le 22 juin 2000 par la section technique de la Commission centrale des marchés.
- Arrêté du 12 août 1998 relatif à la composition du dossier de déclaration et au récépissé de déclaration de l'exercice de l'activité de transport de déchets (JO du 26/09/98).
- Arrêté du 9 septembre 1998 relatif à la composition du dossier de déclaration et au récépissé de déclaration pour l'exercice de l'activité de négoce et de courtage de déchets (JO du 03/10/98).
- Circulaire DPPR n° 95-007 du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri des déchets ménagers prétriés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers.
- Arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage des déchets ménagers et assimilés.
- Avis du 11 novembre 1997 relatif à la nomenclature des déchets.
- Circulaire du 28 avril 1998 relative à la mise en œuvre et l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Arrêté du 18 novembre 1992 relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux, ultimes et stabilisés pour les installations nouvelles.
- Décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux.
- Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses.
- Recommandation n° 2-2000 (officielle depuis le 05/01/2001) relatives aux Maîtres d'ouvrages publics et à la gestion des déchets de chantier des bâtiments.
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage, dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 46 sur 49

- Directive du parlement et du conseil européen n°94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.
- Décret n° 98-638 du 20 juillet 1998 relatif à la prise en compte des exigences liées à l'environnement, dans la conception et la fabrication des emballages.
- ECV relatif à la valorisation et au recyclage des déchets inertes du BTP, signé le 27 avril 2017.
- ECV relatif au recyclage des déchets de plâtre signé le 27 avril 2016.
- ECV relatif au recyclage du verre plat de déconstruction et de rénovation, signé le 26 octobre 2017.
- ECV relatif à la valorisation en cimenterie des déchets de bois issus du bâtiment signé le 17 janvier 2018.
- Directive 2018/851 du 30 mai 2018, qui demande aux États membres de prendre des mesures pour encourager la démolition sélective afin de garantir la mise en place d'un système de tri des déchets pour au moins six flux : bois, fractions minérales (béton, briques, tuiles/céramiques et pierres), métal, verre, plastique et plâtre.
- Article 202 de la loi du 12 juillet 2010, dite « Loi Grenelle 2 », qui introduit un article spécifique au Code de l'environnement (Art. L. 541-14-1).
- Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 (JO du 1er juin 2011), modifiant le Code de la construction et de l'habitation.
- Décret du 15 mai 1997 : Classement des déchets dangereux.
- Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996 : Élimination des déchets contenant de l'amiante.
- Décret n°2003-1254 du 23 décembre 2003 (codifié au code du travail en R4412 et suivants) : prévention du risque chimique, avec partie spécifique au plomb.
- Loi N° 75-633 du 15 juillet 1975 : Élimination et récupération des matériaux.

Les listes ci-dessous ne sont pas limitatives et ne sauraient dispenser de l'application des règlements en vigueur à la date des travaux.

Les Entrepreneurs sont réputés connaître ces normes, ainsi que les textes environnementaux relatifs à l'enlèvement et la mise en décharge des matériaux de démolition.

En cas d'absence de normes, d'annulation de celles-ci ou de dérogations justifiées notamment par des progrès techniques et à défaut d'indications du CCTP, les propositions des Entrepreneurs sont soumises à l'agrément du Maître d'œuvre.

Les Entreprises sont pleinement responsables de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de leurs travaux et de tous les frais en résultant.


#### 5.14.2 Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)

Le SOGED constitue le document de référence de tous les intervenants (Maître d'ouvrage, Entreprises, Maître d'œuvre,) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, chaque Entreprise expose et s'engage sur :

- Le tri sur le site des différents déchets de chantier.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc...).
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le Gestionnaire devant les recevoir.
- L'information, en phase travaux, du Maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier.
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité.



12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 47 sur 49

- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.
- L'établissement d'un Diagnostic tant qualitatif que quantitatif.

Le SOGED devra être établi par l'Entreprise. Il est remis par l'Entreprise avec son offre et mis au point définitivement en phase de préparation du chantier.

#### 5.14.3 Revente de matériaux

Il ne sera pas toléré de vente de matériaux sur la voie publique ou sur le site. Toutefois, dans son offre, les Entreprises devront tenir compte du prix de revente de certains matériaux récupérés.

#### 5.14.4 Organisation, collecte, évacuations

Sur ce chantier, les déchets seront regroupés sur une aire de tri comportant autant de bennes fermées différenciées que de type de déchets, en fonction des nécessités relatives à l'avancement des travaux et donc des types de déchets engendrés. Des pictogrammes avec des codes couleur seront définis pendant la préparation de chantier et faciliteront le tri des déchets.

Les Entreprises seront chargées de la gestion de leurs déchets, c'est à dire de la mise à disposition du nombre suffisant de bennes fermées, de leur désignation, du retrait de ces bennes, de leur remplacement et de leur destination géographique.

Elles auront l'obligation de rechercher les centres de tri et les filières de valorisation disponibles localement en fonction de la nature et du volume des déchets estimés sur l'opération. Les bordereaux de déchets seront transmis obligatoirement à la Maîtrise d'œuvre.

Les Entreprises seront également chargées de la signalétique du tri. Les Entrepreneurs veilleront à afficher, de manière à être facilement identifiable, la nature du contenu sur les conteneurs (logo, pictogrammes, etc...).


Les Entreprises seront chargées de la gestion des déchets et également de faire respecter ces obligations (que ces Entreprises soient Cotraitantes ou Sous-traitantes) en matière de tri des déchets, de réduction des nuisances et de nettoyage de chantier. En cas de défaillance, l'Entreprise responsable de la gestion globale (compte prorata) devra intervenir en lieu et place de l'Entreprise défaillante.

Chaque Entrepreneur sera tenu de ramasser et déposer ses propres gravats dans ces bennes au fur et à mesure de leur production.

Il est demandé aux Entreprises de trier les déchets à la source, afin d'éviter de les mélanger et de les souiller.

Sur ce chantier, il sera strictement interdit de :

- Brûler les déchets sur le chantier.
- Abandonner ou enfouir un déchet (même inerte) dans des zones non contrôlées administrativement, comme par exemple des décharges sauvages.
- Laisser des déchets spéciaux (pots de colle par exemple) sur le chantier ou les mettre dans les bennes de chantier non prévues à cet effet, et à fortiori, abandonner des substances souillées (vidanges d'huiles moteur, huiles de décoffrage, ...).

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 48 sur 49

#### 5.14.5 Classification des déchets

Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

Les déchets inertes (DI)	Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en site de classe III.
Les déchets industriels banals (DIB)	Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume, etc...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, des matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique, etc... Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en stockage de classe II.
Les déchets industriels spéciaux (DIS)	Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination. Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier seront organisés par l'Entreprise en fonction de la nature des déchets et de leurs catégories. Un complément de tri sera effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées. Il est précisé à l'Entreprise que le Maître d'ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique des déchets. Ainsi l'Entrepreneur installera sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après.

### 5.15 NETTOYAGES

#### 5.15.1 Nettoyage courant de chantier


Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque Entrepreneur devra prendre toutes dispositions à ce sujet.

Pendant toute la durée du chantier, l'Entrepreneur aura à sa charge le nettoyage quotidien au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux ainsi que l'enlèvement de tous ses gravois sur la plateforme de tri.

Les Entrepreneurs surveilleront et assureront eux-mêmes avec le plus grand soin le nettoyage dont ils auront l'entière responsabilité.

Chaque Entrepreneur est responsable du tri et de l'évacuation de ses déchets. Il lui appartient de prévoir, les temps d'intervention, les moyens adéquats permettant soit l'évacuation quotidienne de ses déchets à la décharge, soit la mise en place d'une benne à sa charge, si cette évacuation quotidienne lui paraît trop contraignante. Dans tous les cas, l'Entrepreneur est tenu de respecter la réglementation en vigueur.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des Entrepreneurs de l'opération ou par une Entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'Entrepreneur en cause.

12291	PRO	CCTP – LOT 0 Phase 2 - CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	
26/05/2025	A	C.N.S.M.D.P. – RENOVATION DES TOITURES	Page 49 sur 49

### 5.15.2 Nettoyage parties intérieures communes et privatives

En complément de toutes les dispositions décrites concernant la propreté et le nettoyage de chantier, et en raison de travaux en locaux occupés, une attention particulière sera apportée au nettoyage quotidien des parties occupées, communes et privatives, par tout moyen utile et efficace, y compris aspiration et balayage humide avec produits adaptés.

Chaque Entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations, des ouvrages ou tout ou partie du chantier, qu'il a salis ou détériorés.

### 5.15.3 Nettoyage quotidien de la base-vie

Le titulaire du lot 1 doit la souscription d'un contrat de nettoyage quotidien de l'ensemble de la base-vie, y compris désinfection des lieux dans le cadre des mesures réglementaires liées à la pandémie à la COVID-19, et variants, auprès d'une Entreprise extérieure dont le personnel est formé. Les bons de passage devront être mis en copie auprès de la Maîtrise d'ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre et du Coordonnateur SPS ainsi que celle du contrat de maintenance pour la durée du chantier.

Le contrat devra prévoir la fourniture en quantité raisonnable des consommables de base (papier toilette, essuie main, savon pour les mains).

En cas de défaut d'entretien, la Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser cette prestation par une Entreprise extérieure de son choix aux frais du Gestionnaire du compte prorata.

### 5.15.4 Nettoyage de réception

Les Entreprises devront la dépose de toutes les protections mises en place, le nettoyage soigné du chantier et l'évacuation de ses déchets de chantier (y compris de tous cartons et sacs papier provenant du déballage des produits utilisés).

Lors de la dépose des protections, les Entreprises devront veiller à ce que les bandes adhésives sur les ouvrages protégés soient enlevées dans leur totalité et qu'elles ne laissent aucune trace sur les ouvrages concernés.

### 5.15.5 Entretien des accès

L'Entreprise devra assurer pendant toute la durée du chantier l'entretien et le nettoyage des voiries et accès existants sur le site.